

newsletter n° 10, octobre 2015

Notre newsletter contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

Portugal

La politique contre la peur. Remarques sur un processus électoral

Auteur Hugo Monteiro | 14 octobre 2015 | Posté dans : Portugal, les élections

Le score électoral de 10,2% du Bloc de gauche (BE) faisant plus que doubler sa représentation parlementaire, montre un chevauchement partiel de vote tactique, l'autre visage de la peur dépolitiser qu'il faut absolument surmonter.

Deux hypothèses principales sous-tendent cette brève analyse des élections au Portugal.

La première est que nous avons rarement vu une telle efficacité de propagande et au profit de la coalition formée par deux partis d'un gouvernement austeritaires (PSD / CDS-PP). Cette efficacité de la propagande, soutenue par des messages erratiques de la Commission européenne, a couvert le vide de leur programme politique et a été très bienveillante à l'égard des résultats dévastateurs de l'austérité accablante. Cette même efficacité, cependant, a réussi à être proportionnelle aux faiblesses stratégiques inoffensifs du Parti socialiste (PS).

La deuxième hypothèse concerne l'affirmation que la lutte contre l'austérité est une position politique claire. C'est le déploiement sur ce champ de bataille qui a permis la croissance exponentielle de la gauche radicale avec des gains parlementaires importants pour le Bloc de gauche (BE). Cela provient également de l'accent mis sur les effets concrets de l'austérité (chômage, précarité, inégalité sociale ainsi que positions claires sur la situation internationale et l'Union européenne), qui, avec Catarina Martins, porte-parole de BE, a entraîné le succès électoral d'un message politique ouvrant la voie en termes de soutien militant, à l'intérieur et en dehors du parti.

Ces deux hypothèses s'articulent dans une trame conduisant le scénario portugais dans un processus de négociation qui marquera le cadre politique qui en résulte.

La cosmétique de la peur

« Écoutez ce que je dis / Je vais vous dire un secret / les peurs du monde sont très rentables » - ce sont les mots de Capicua, un rappeur portugais ayant des préoccupations civiques non dissimulées. Écrits des années avant la dernière séquence électorale, ces mots résument la peur comme un instrument d'affaire et de profit, donc opposé à la politique, définie comme critique et lucide. La peur est l'un des sentiments imposés préférés de l'ordolibéralisme - et la peur a été l'une des principales stratégies du discours de la droite au Portugal.

La peur a servi de paravent à un programme politique vide et imprécis dans un scénario de brouillard, soutenu par des indicateurs présentant une diminution du taux de chômage et la reprise économique. Ces indicateurs, résultat d'une sévère manipulation statistique, ont contribué à forger une image un peu menaçante de retour à la première étape de la crise ; la peur a été lancée comme un rideau protégeant de toute évaluation d'un mandat gouvernemental globalement désastreux. Le gouvernement austéritaire menace le pays avec le mirage d'une austérité encore plus grande et, simultanément, il impose les mêmes acteurs et les mêmes politiques sous un manteau dissimulant efficacement le maquillage.

Parallèlement, le PS est confronté à l'hésitation sur son propre agenda. Celui-ci propose la reprise des revenus grâce à la décapitalisation de la protection sociale, le gel des plans de retraite et la flexibilisation du droit du travail - oscillant entre les « engagements européens » et l'adoucissement de l'austérité avec un économiste libéral comme gardien avec la rigueur d'un bailleur de fonds (concrétisant presque la formule ironique de Marx « contradiction sociale dans l'action ») qui ne parvient pas à mobiliser qui que ce soit. Pour la première fois, cependant, une part considérable de l'électorat a choisi BE comme orientation politique vivante, solidement structurée autour de l'hypothèse d'une façon de gouverner efficace.

Les résultats définitifs des élections montrent comment, en ce qui concerne l'argumentation désespérée de la droite, la peur se retourne souvent contre ses propres instigateurs. Selon la conclusion de la chanson de Capicua citée ci-dessus, « ils ont peur que nous n'ayons plus peur ».

De vraies personnes

Le refrain « vraies personnes » est porteur d'un double sens. Il a servi comme slogan de campagne, en réaction soit aux modèles d'image sur les panneaux d'affichage et les affiches de la coalition de droite soit comme contrepoint aux faux chômeurs recrutés par le PS et aussitôt dénoncés par les médias et les réseaux sociaux. Ce fut aussi un appel à des personnes concrètes par des personnes concrètes en vertu d'un programme politique totalement assumé. Sous ce mot d'ordre est aussi née la solidarité internationaliste envers les réfugiés comme une réponse de gauche au langage financier bureaucratique avec une position claire pour une force anti-austérité orientée vers une nouvelle hégémonie. Le bien fondé en a été prouvé quand, en affirmant une alternative au PS transformé en « one man show », BE a déployé son message et a affirmé une position à la pointe de l'opposition de gauche. La lucidité affichée tout au long de la campagne sur l'objectif de former un gouvernement alternatif a partiellement

annulé l'argument « vote tactique », présentant la lutte contre l'austérité comme le centre du projet économique et politique. Cette articulation a renforcé les positions de BE.

Deux conséquences principales pour la négociation à laquelle nous sommes confrontés :

1. BE a tenu bon en tant que force politique avec des réponses claires aux problèmes importants. Toute la campagne n'a fait que renforcer cette tendance, soulignée par la déclaration électorale de Catarina Martins : « Une coalition minoritaire de droite ne constituera pas un gouvernement au Portugal si la démocratie ne lui donne pas une majorité. Pour ce qui dépend de BE, ce ne sera sûrement pas le cas ».

2. La coalition de droite, même après avoir perdu environ 700.000 voix et, par conséquent, la majorité absolue, maintient un avantage de 4 points sur le PS. Cela va obliger le PS à préciser sa position, valider la coalition de droite ou négocier un gouvernement alternatif avec BE, le Parti communiste et les Verts (CDU). Cette impasse est plus que purement contextuelle comme le montre clairement l'hésitation inopérante des partis sociaux-démocrates à faire face à la crise. La situation portugaise montre clairement cette impasse. Au moment où j'écris ce texte, le PS tient un débat interne, entre leadership positionné au centre refusant tout accord avec la gauche et une position, peut-être plus proche de ses propres racines sociales, qui approuve une alternative, et une alternative au moins capable de respecter la loi fondamentale.

Les prochains jours seront décisives et les lignes sont claires : si une alternative à la droite est vraiment possible, cela ne peut que s'appuyer sur une orientation anti-austérité, qui dépend fondamentalement de la résolution par le PS de sa dérive sur cette question ; d'autre part, s'il valide la constitution d'un gouvernement minoritaire de droite, nous pouvons nous attendre à une crise d'identité de droite au cœur non seulement du PS mais aussi une amplification de la crise d'identité qui affecte l'ensemble de la social-démocratie européenne.

Quoi qu'il en soit, le prochain travail des forces de la gauche radicale sera lié profondément à son lien avec les rues, avec les mouvements sociaux et avec les moyens de transformation permettant de forger, en Europe, une nouvelle posture politique contre la peur.

Intervention de la porte-parole du Bloco de Esquerda, Catarina Martins

"(...) Bloco de Esquerda a obtenu aujourd'hui son meilleur résultat depuis toujours. Nous avons obtenu plus de votes, plus de mandats, plus de force que jamais.

Nous comprenons le vote du peuple et nous acceptons la responsabilité qui nous a été donnée.

Nous avons été un vote de confiance pour les travailleurs, les jeunes et les retraités. Je remercie les plus d'un demi-million d'électeurs pour la confiance qu'ils nous ont accordée, et je vous dis : Bloco tiendra et honorera sa parole.

C'est pourquoi je suis ici pour vous parler de l'avenir.

La coalition de droite a assurément remporté le plus de suffrages, mais elle ne devrait pas célébrer la victoire puisqu'elle a perdu 30 députés et plus d'un demi-million de votes. Ensemble, PSD et CDS ne disposent plus d'assez de voix pour privatiser la protection sociale

ou réduire les pensions. Une nouvelle majorité gouvernementale Passos Coelho et Paulo Portas a été rejetée par la démocratie et rien de ce qu'ils diront ne masquera leur défaite.

Si le président, soit par esprit de parti soit par manque d'attention aux votes, fait appel à ce gouvernement, vous devez tous savoir que Bloco de Esquerda honore sa parole, et - comme c'est notre mandat - nous rejetterons au Parlement le programme gouvernemental appauvrissant le Portugal.

Les électeurs n'ont pas choisi l'austérité et le sacrifice ; les électeurs ont dit qu'ils en avaient assez de l'austérité et du sacrifice. La majorité a voulu un changement et ils ont droit à ce changement.

Nous allons attendre la réponse des autres partis de gauche parce que notre responsabilité est énorme. (...)

Le Portugal a besoin d'un plan d'urgence qui rassemble les forces. Pour guérir les blessures de la pauvreté, il a besoin d'investissements, d'augmenter le salaire minimum, de se débarrasser des menaces de coupes des retraites.

Le Portugal a besoin de la paix et de la certitude que nous faisons de notre mieux contre le chantage financier, parce que notre dette doit être restructurée pour permettre une politique de santé publique, d'éducation et de stabilité pour les retraités.

Nous aurons des journées et des années difficiles. On entendra beaucoup parler de crise politique, de jeux de pouvoir et d'astuces. Mais Bloco de Esquerda n'oublie jamais l'essentiel : la crise sociale, les difficultés de vie des gens, un enfant sur trois vivant dans la pauvreté, un million de chômeurs, et plus d'un million de retraités qui vivent avec moins de 10 euros par jour pour se loger, manger et prendre soin d'eux-mêmes. Ce sont les problèmes que craint notre pays. Je vous le promets solennellement : Bloco n'abandonnera pas le Portugal, il n'abandonnera pas à ceux qui travaillent ou ont travaillé ici. Nous avons besoin d'être fermes, d'avoir les idées claires et de prêter toute notre attention à l'essentiel, et l'essentiel est l'emploi.

Le Portugal échouera si on ne redresse pas notre économie pour créer des emplois.

Le Portugal gagnera s'il s'engage dans la démocratie et réaffirme sa responsabilité ».

Catarina Martins
Bloc de Gauche coordinateur
Lisbonne, le 5 octobre 2015

Élections du Conseil municipal de Vienne

Le parti d'extrême droite obtient près d'un tiers des suffrages

Par Mirko Messner | 15 octobre 2015 | Publié dans : Autriche, Élections

Le Parti social-démocrate a un peu baissé mais n'est pas vaincu. Le Parti de la Liberté d'extrême-droite a obtenu près d'un tiers des voix, ce qui en fait la deuxième parti le plus fort de la ville. L'alliance de gauche a vu ses résultats s'améliorer légèrement au niveau des quartiers.

Le Parti social-démocrate (SPÖ) a un peu baissé mais n'est pas vaincu ; le Parti de la liberté d'extrême droite (FPÖ) a obtenu près d'un tiers des voix, ce qui en fait la deuxième parti le plus fort de la ville ; le vote vert a continué de stagner, ce qui signifie que le parti semble susceptible de continuer à gouverner la ville en coalition avec le SPÖ ; Le Parti conservateur populaire (ÖVP), dont la plateforme est presque identique à celle des nouveaux partis récemment créés Nouveau Autriche et Forum libéral (NEOS), a vu son score chuter vote au-dessous de 10% ; et l'alliance de gauche a vu une relativement légère amélioration de ses résultats (par rapport aux résultats 2010 du Parti communiste d'Autriche, KPÖ). Ce sont les points clés si nous examinons rapidement le tableau des élections municipales du 11 octobre 2015 à Vienne.

Le fait que le SPÖ est en train de perdre le soutien de la droite, et à un rythme soutenu, était évident avant les résultats des dernières élections fédérales tenues en Styrie et, en particulier, en Haute-Autriche. Comme l'ont reconnu de nombreuses voix au sein du Parti social-démocrate, le processus d'érosion qui sous-tend ces pertes électorales est lié à la participation du parti à l'effet boulet de canon néolibéral. La situation à Vienne n'est fondamentalement pas différente de celle du reste du pays, mais avec une réserve importante : le pouvoir et l'influence des sociaux-démocrates de Vienne repose sur un substantiel et (même à l'échelle européenne) important héritage social (d'où le nom «Vienne rouge») qui préserve le parti. Cependant, c'est le parti lui-même qui contribue à la désintégration de cet héritage, l'ouvrant un espace à la progression de l'extrême-droite (littéralement si on regarde l'exemple des logements municipaux de Vienne).

Mais au moins deux autres récents développements politiques ont conduit aux résultats particuliers aux élections de Vienne de 2015 :

La baisse du SPÖ en Haute-Autriche

Tout d'abord, il y a eu le drame qui s'est déroulé deux semaines avant les élections de Vienne avec les lourdes pertes du SPÖ fédéral en Haute-Autriche (le troisième plus peuplé des neuf Etats fédéraux d'Autriche). Le parti n'a pas hésité à exprimer des points de vue hideux, penchant vers l'extrémisme de droite, à la lumière de la crise actuelle des réfugiés. Et le soir de l'élection, le parti a dû brutalement réaliser que courtiser les chauvins avait non seulement les ai nulle part, que cela avait accéléré son propre déclin, tout en donnant un coup de fouet à la popularité en croissance rapide du FPÖ. (D'autre part, l'alternative de gauche - à Linz le KPÖ - a été reconnue par une augmentation considérable de votes pour sa position anti-raciste sans compromis, les Verts de Haute-Autriche ont également connu une augmentation similaire).

Initiatives humanitaires dans les communautés locales

Le deuxième développement politique qui a eu un impact sur le résultat des élections dans la capitale autrichienne était la soudaine mobilisation de larges couches de la société autrichienne pour offrir une aide humanitaire aux réfugiés, peu de temps avant les élections à Vienne. Des milliers et des milliers d'auxiliaires bénévoles sur les autoroutes, le long des frontières autrichiennes et dans les gares de Vienne pour offrir une aide directe ont été au cœur des manifestations anti-racistes qui ont pris des proportions insoupçonnées dans la

campagne électorale de Vienne : 10.000 ont marché ; 150 000 ont assisté à un concert de clôture à la Heldenplatz de Vienne, où plusieurs artistes se sont produits.

Le « duel » pour Vienne a été lancé

Le maire social-démocrate de Vienne, Michael Häupl, a senti qu'il devait saisir l'instant. Reconnaissant qu'il perdait des votes à droite, il a compensé cette perte en déplaçant son attention à gauche. Il a clairement affirmé très tôt qu'il n'y aurait « pas de coalition avec le FPÖ », et dans les jours précédant l'ouverture du vote, le message principal envoyé par le SPÖ de Vienne était « l'humanité et non la haine ». C'est devenu le slogan de l'un des « duels » (comme les ont qualifiés les médias) entre Häupl et Heinz-Christian Strache (dirigeant et premier candidat du FPÖ).

Mais tout le tapage autour de ce « duel » SPÖ / FPÖ n'avait rien de nouveau pour le public viennois. Le même spectacle avait déjà été joué avec beaucoup de bruit par les médias en 2010. Mais cette fois, l'événement a non seulement été mis en scène avec plus de force, il a également eu lieu dans le contexte de la montée des mouvements populistes d'extrême-droite et de droite qui en ont effrayé beaucoup, provoquant un état de quasi-panique chez de nombreux électeurs de gauche - même dans les rangs du KPÖ. Cela les a amenés à soutenir Häupl et le SPÖ. Cette panique a été alimentée par les sondeurs d'opinion, qui ont été très efficaces pour façonner l'opinion publique et donner un coup de pouce aux campagnes du SPÖ et du FPÖ.

Un succès marginal pour l'alliance de gauche

L'option alternative à la gauche du SPÖ et les Verts, le « Wien anders – ANDAS » (« Un autre Vienne »), coalition constituée par le KPÖ, le Parti Pirate, la plate-forme pour les indépendants et le Groupe des vrais Verts, a réussi à transformer cette situation en un léger (au niveau municipal) et considérable (au niveau des quartiers) gain de votes pour le KPÖ (d'environ 10 600 à un peu moins de 12 500 votes). En outre, ils ont réussi à ajouter deux autres quartiers de Vienne aux trois déjà détenus par le KPÖ. Ce qui semble être un résultat respectable du point de vue d'un étranger, étant donné les facteurs externes qui influent sur cette élection, a été vécu comme une déception par de nombreux militants d'Anders Wien. Pour moi, ce pessimisme est sans fondement, même si le parti n'a pas réussi à atteindre son objectif très ambitieux de surfer sur l'élan acquis par le mouvement « Europa anders » (lors des élections européennes, la coalition de gauche a doublé ses voix à Vienne). Ces deux élections ont eu lieu dans des contextes politiques très différents.

La dynamique est toujours à droite

Penser que le SPÖ s'est déplacé vers la gauche ou même que le paysage politique viennois pencherait à gauche ne serait pas seulement un fantasme insensé éloigné de la réalité, ce serait nier la réalité. Aussi positif que ce soit que Häupl soit resté maire social-démocrate de la seule ville d'Autriche de plus d'un million d'habitants et n'ait pas été évincé par un populiste de droite, la réalité est que Johann Gudenus, un politicien d'extrême-droite, selon la constitution de la ville, est adjoint au maire. La réalité est que la puissance réelle des populistes de droite a sensiblement augmenté dans les quartiers ; que de nombreux représentants sociaux-démocrates au niveau des quartiers s'entendent bien avec le FPÖ ; et que, même dans le SPÖ de Michael Häupl, certains sont quelque peu disposés à répondre aux souhaits du Parti

de la liberté autrichien. Hans Niessl, le gouverneur SPÖ du Burgenland, a déjà conclu une coalition formelle avec le FPÖ. Du point de vue de Vienne, Burgenland est simplement à un jet de pierre.

Les militants de « Wien Anders » devront travailler dur dans les prochaines années pour être présents dans les quartiers de Vienne. Et à en juger par les discours venus de leurs rangs, ils ne sont pas prêts à le faire. Et il faut qu'ils le soient : duel ou pas duel, le SPÖ ne montre aucun signe de changement et de s'opposer au courant dominant néolibéral.

« Wien Anders » et le Parlement viennois : comparaisons avec Podemos

Par Pablo Torija | 13 octobre 2015 | Publié dans: Autriche, Élections

«Wien Anders », alliance de gauche des partis autrichiens inspirée par la nouvelle gauche européenne, souhaitait entrer au conseil municipal de Vienne. Peut-on comparer leur expérience à celle de Podemos ?

Le 11 octobre, la ville de Vienne a élu un nouveau conseil municipal. Beaucoup de choses ont été et continueront à être écrites sur la montée de l'extrême droite et ses tentatives pour entrer dans le gouvernement de la plus grande ville d'Autriche. Cependant, peu d'attention a été accordée aux tentatives de Wien Anders (WA), une alliance des partis de gauche, pour gagner les 5% de voix nécessaires pour entrer au conseil municipal de Vienne.

Peut-on comparer l'expérience de WA à celle de Podemos ? Les cultures politiques espagnole et autrichienne sont très différentes. Plus de personnes manifestent chaque année en Espagne que dans tout autre pays européen. En 2006, 16% des Espagnols ont déclaré qu'ils avaient participé à une manifestation légale. En revanche, seuls 8% des Autrichiens ont déclaré qu'ils avaient fait la même chose. Cela dit, seul un très faible pourcentage de personnes d'Espagne (2%) ont dit appartenir à un parti politique, alors qu'en Autriche, c'est le cas pour 11% de la population.

L'Autriche est le seul pays de l'UE-15 qui ne possède pas de parti aligné avec la gauche européenne au sein du Parlement national. La même chose vaut pour la ville de Vienne, dont le conseil municipal se répartit entre les Verts, les sociaux-démocrates, les conservateurs et l'extrême droite.

Podemos et WA ont tenté tous deux de se tailler des créneaux différents dans leurs arènes politiques respectives. Podemos initialement se positionne comme un parti ouvert et transparent et comme un outil d'autonomisation démocratique. Quand on a demandé à des membres de Podemos de définir leur parti en trois mots ils ont insisté sur les aspects organisationnels. Les trois mots les plus utilisés étaient « participation », « transparence » et « démocratie » (« participación », « Transparencia » et « Democracia »). Lorsque la même chose a été demandée à des militants de WA, ils ont insisté sur les aspects en rapport avec la politique. Les mots « gauche » et « sociaux » (« liens » et « sozial ») étaient de loin les plus souvent repris.

Podemos a eu un accès facile et continu aux médias, notamment la télévision. WA s'est battu pour attirer l'attention des médias et pour une meilleure visibilité. Les militants de WA étaient conscients de cette situation et ont lancé une campagne active dans les rues pour se faire connaître des électeurs.

Juliana Okropiridse, candidate de WA pour les élections, s'est fortement impliqué dans cette campagne. Elle était capable de passer cinq ou six heures dans les rues pour parler aux gens de WA. Ses compétences ont été essentielles pendant les assemblées internes du conseil pour articuler les différents points de vue et approches des différents partis formant l'alliance. Ses talents contrastent totalement avec ceux de Pablo Iglesias, qui apparaît comme extrêmement convaincant à la télévision mais qui manque des capacités comportementales de Juliana.

En fin de compte, Wien Anders n'a obtenu que 1,1% des voix et n'a pas réussi à entrer dans le conseil municipal de Vienne. Cependant, comme l'a dit le sous-commandant Marcos, « la lutte est comme un cercle ; vous pouvez commencer n'importe où, mais il ne se termine jamais. » En Autriche, la gauche a tiré des leçons et nous tenons déjà des réunions pour nous préparer à prendre d'assaut le Parlement national. Nous réussirons alors mieux à trouver un équilibre entre une position purement idéologique et de nouvelles façons de faire de la politique.

Élection parlementaire

Que s'est-il passé en Catalogne le 27 septembre ?

Auteur Toni Salado | 12 octobre 2015 | Publié dans : Espagne, des élections

Les questions sociales et démocratiques ont été complètement éclipsées par la polarisation du débat oui / non sur l'indépendance catalane lors des dernières élections. Maintenant, le système politique catalan est dans l'impasse jusqu'à ce que la Catalogne et le gouvernement espagnol qui est plus ouvert au dialogue politique sur la question en arrivent à une solution démocratique.

Je vais essayer de faire quelques remarques sur les résultats des élections du 27 septembre, ainsi que sur notre plate-forme politique appelée Catalunya Sí Que Es Pot (qui se traduit à peu près comme la Catalogne, oui, nous pouvons), une coalition de mouvements sociaux et de gauche alternative et écologiste constituée de Podemos (Nous pouvons), ICV (Initiative pour la Catalogne), EQUO et EUiA (Esquerra Unida i Alternativa, membre du Parti de la gauche européenne). Je vais aussi apporter des éléments sur ce qui pourrait arriver aux élections générales du 20 décembre.

Les partis pro-indépendantistes l'ont emporté en sièges (mais pas en votes) aux élections car ils ont essayé de transformer les élections en un référendum sur l'indépendance catalane. De Junts Sí (Ensemble pour Oui), une coalition de conservateurs pro-indépendance de la CDC (Convergence démocratique de Catalogne) et de la gauche pro-indépendance de l'ERC (Gauche républicaine de Catalogne), a remporté 39,54% des voix, tandis que CUP (Candidature d'unité populaire, un parti pro-indépendance et anticapitaliste) a remporté 8,2% des voix. Le total a atteint 47,74% des voix pour l'indépendance, mais s'est traduit par 53,33% des sièges en raison de la disproportion territoriale du droit électoral actuel de la Catalogne. Les 72 députés pro-indépendantistes (62 élus de Junts pel Sí et 10 de CUP)

suffisent pour former un gouvernement, mais pas pour mettre en œuvre des changements de nature constitutionnelle, et moins encore pour déclarer unilatéralement l'indépendance catalane.

De l'autre côté de la médaille, dans le débat sur le nationalisme, un autre parti est sorti vainqueur de ces élections - Ciutadans (citoyens, un nouveau parti conservateur dont la priorité est la défense d'une Espagne unie). Ciutadans a remporté plus de 734.000 des voix et 25 sièges et est la deuxième parti au Parlement catalan, avec une forte présence dans les villes de Barcelone et Tarragone.

Cette polarisation extrême, particulièrement forte parmi les classes ouvrières, est très préoccupante. Les décisions irresponsables d'Artur Mas et de Mariano Rajoy ont conduit aux deux bords opposés l'un à l'autre sur un certain nombre de projets nationaux avec des sentiments forts concernant l'identité nationale, ce qui rend le dialogue difficile au sein de la Catalogne ainsi qu'entre la Catalogne et l'Espagne.

Le résultat pour Catalunya Sí Que Es Pot dans cette élection n'est pas celui que nous avions prévu ; c'est maintenant le quatrième plus grand parti politique au Parlement avec 11 sièges, en ayant obtenu 366 494 voix (ou 8,94%). C'est 6 000 voix de plus qu'en 2012, mais 0,96% voix de moins en termes de pourcentage. Une première analyse de ce résultat décevant a donné lieu à des données complexes ayant de multiples implications. L'essentiel est que Catalunya Sí Es Pot ne pouvait pas éviter de débattre en termes polarisés. Notre campagne électorale axée sur la promotion d'une société avec plus de droits sociaux, un nouveau système démocratique et une solution politique et démocratique pour la Catalogne, impliquant la tenue d'un référendum en accord avec le gouvernement espagnol comme celui tenu récemment en Ecosse, ainsi qu'essayer de négocier un nouvel accord entre la Catalogne et l'Espagne. Mais la polarisation oui / non du débat nationaliste sur l'indépendance était si forte qu'elle a complètement éclipsé le référendum et d'autres discussions politiques concernant les droits sociaux, la lutte contre la corruption et les politiques d'austérité.

La polarisation du système politique catalan se terminera par un échec et une frustration pour la population, dans la mesure où aucun camp n'est assez fort pour gagner par lui-même. Un programme politique tel que celui proposé par Catalogne Sí Que Es Pot, basé autour du dialogue, de la réconciliation et de la démocratie plutôt que des luttes identitaires, offrira une solution : une relation fédérale à l'amiable entre la Catalogne et l'Espagne ainsi que davantage de droits sociaux et un nouveau système démocratique. Tel est le programme que nous allons mettre en avant pour les élections générales qui se tiendront le 20 décembre afin de renverser le gouvernement de Mariano Rajoy.

Grèce, et maintenant ?

Auteur Elisabeth Gauthier | 24 septembre 2015 | Posté dans : Grèce

Cette tribune a été publiée dans L'Humanité du mardi 22 septembre. Elle est également disponible sur Mediapart via le compte d'espaces Marx sous le lien suivant:
blogs.mediapart.fr/blog/espaces-marx/220915/grece-et-maintenant-par-elisabeth-gauthier

Avec cette élection, il s'agissait d'obtenir un mandat clair : former une majorité parlementaire solide et un gouvernement de combat, utiliser tous les leviers possibles pour améliorer les conditions de la négociation, repousser les prescriptions les plus insupportables, relancer l'économie et travailler à la reconstruction productive, renégocier la dette, introduire des critères de justice sociale dans les politiques publiques. La lutte au niveau européen est un axe indispensable. "En Europe aujourd'hui, la Grèce et le peuple grec sont synonymes de résistance et de dignité, et ce combat va se poursuivre ensemble pendant quatre autres années" dit à juste titre Tsipras. A nous de jouer, mais mieux que jusqu'à présent. Le programme de travail est exigeant : analyser à notre tour les obstacles que nous avons rencontrés, éviter les impasses, définir une vision plus crédible, efficace, mobilisatrice des luttes à mener ensemble en Europe, repérer les atouts que nous avons.

Ces derniers mois nous ont fait mesurer plus que jamais la nature très politique de la confrontation entre le gouvernement Tsipras – le premier gouvernement dirigé par la gauche alternative – et les fameux 'créanciers', les institutions européennes et les gouvernements de l'Eurozone. Une large alliance de forces politiques et de puissances économiques agit de concert afin de bloquer à tout prix cette première tentative d'un gouvernement européen de mener une autre politique dans son pays tout en refusant de soumettre au dogme néolibéral, au consensus austéritaire portés par l'ensemble des autres gouvernements. C'est ainsi que « union » rime de plus en plus avec « division »[1], Euro avec inégalités, 'pacte de stabilité' avec austérité et enfoncement dans la crise. Cette crise détruit ce que les peuples pouvaient accepter comme sens de l'UE et mène l'UE ainsi que l'Euro au bord de l'explosion.

Notre gauche est confrontée à un défi historique. Allons-nous être capables de concevoir, de mener la confrontation de classe de notre temps en même temps dans chaque pays et tous ensembles en Europe, pour faire naître une nouvelle Europe qui fasse sens pour les peuples ? Notre responsabilité est énorme.[2] Si nous n'arrivons pas à créer une dynamique sociale et politique à gauche, ce sont les droites populistes qui profiteront de cette crise[3] aux dimensions multiples.

Dans cette crise et cet affrontement où les masques sont tombés, le paysage politique européen se modifie. Les deux piliers du consensus néolibéral (la 'grande coalition européenne'), les conservateurs et la social-démocratie - voient leur influence s'éroder. Les droites populistes et extrêmes savent profiter de l'approfondissement des divisions dans les sociétés ainsi que de la crise du politique, du sentiment largement répandu que « la politique » ne peut ou ne veut plus rien pour celles et ceux qui en auraient le plus besoin. L'autodestruction de l'UE leur fournit de nouveaux atouts de taille. La social-démocratie européenne, incapable de produire des réponses autres que néolibérales et perdant progressivement sa base sociale, est plongée depuis longtemps dans une crise profonde et durable.

Mais nous avons aussi des atouts pour modifier la donne et les rapports de force en Europe. Dans plusieurs pays se constituent ces dernières années de nouvelles forces à gauche et réussissent parfois à dépasser les fragmentations héritées de l'histoire en créant de nouvelles formes politiques. C'est le cas de Syriza, issu d'un processus de rassemblement de forces diverses, en coopération avec de nombreux acteurs du mouvement social et partie prenante depuis longtemps de la construction des espaces de lutte européens. De nouvelles dynamiques se développent à gauche en Espagne, en Irlande, en Italie (retour au Parlement européen avec la liste 'Altra Europe – con Tsipras). En Grande Bretagne, c'est un tournant à gauche côté

Labour et syndicats avec la campagne et le succès de J. Corbyn qui comptera aussi pour stopper la progression de UKIP. Dans d'autres partis socialistes aussi, des courants de gauche se constituent et soutiennent les choix du peuple et du gouvernement grec. En Allemagne les voix opposées à 'une Europe allemande' haussent le ton, les syndicats déconstruisent le discours Merkel/Schäuble. La candidate des Verts européens à la présidence de la commission européenne a pris la parole au dernier meeting de campagne de Tsipras à Athènes. Dans les luttes avec les Grecs, de nouvelles alliances, des fronts communs peuvent se constituer. En France, il est aussi de notre responsabilité d'apporter – c'est urgent - notre pierre à l'édifice. En plus des cadres de travail comme le Parti de la Gauche européenne, le groupe GUE/NGL au parlement européen, le réseau européen Transform !, nous avons besoin de construire des initiatives européennes rassemblant très largement syndicalistes, mouvements, intellectuels, acteurs politiques. C'est que permet de faire le « Alter-Sommet » constitué il y a 4 ans en anticipant le moment où nous devons prendre en main la refondation de l'Europe.

[1] « Europe unie – Europe divisée » est le titre du livre annuel Transform ! 2015.

[2] Voir l'ouvrage «Ecrits sur la Grèce : Points d vue européens ». Collection Espaces marx / le Croquant (sept. 2015)

[3] Voir Elisabeth Gauthier, Joachim Bischoff, Bernhard Müller : Droites populistes en Europe ; les raisons d'un succès. Collection Espaces Marx / Le Croquant, août 2015

Une victoire de la gauche en Grande-Bretagne

Par Kate Hudson | 14 septembre 2015 | Posté sous : la Grande-Bretagne

La victoire de Jeremy Corbyn, élu chef du Parti travailliste, a fait éclater le consensus d'austérité qui a dominé la politique britannique pendant les cinq dernières années - et le consensus néo-libéral des deux dernières décennies ou plus.

Son élection aura l'effet d'une rupture dans la vie politique britannique, déplaçant le centre de gravité politique vers la gauche. Sa victoire est d'autant plus remarquable qu'elle est écrasante. Corbyn a gagné au premier tour du scrutin, obtenant près de 60% des votes de première préférence, après une campagne extraordinaire, suite à la démission de l'ancien dirigeant Ed Miliband après la défaite du parti travailliste à l'élection générale en mai.

Peu de gens prévoient que Corbyn s'assurerait une place pour la déclaration de candidature contre le candidat franchement Blairiste Liz Kendall et les candidats de centre-droit Yvette Cooper et Andy Burnham. Il a été en fait aidé lors du vote en recueillant les votes de députés qui ne le soutiennent pas, mais pensaient qu'il était important d'avoir un débat. Sa campagne a construit rapidement une énorme base de soutien, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti travailliste, aidé par le nouveau système électoral interne du Parti travailliste introduit à la suite de la revue Collins 2014. Outre les votes exprimés par les membres du parti, de nouvelles catégories d'électeurs ont été introduites : les individus peuvent devenir des partisans inscrits au parti, ou affiliés s'ils sont membres de syndicats affiliés au parti travailliste. Tous les votes comptent à égalité à l'inverse du système pondéré précédent et un système de vote alternatif s'applique. Les réformes Collins ont été introduites pour briser l'influence des

syndicats du commerce, mais paradoxalement, elles ont déclenché énorme participation à la base qui s'est avérée être beaucoup plus à gauche - et donc un énorme soutien pour la campagne de Corbyn. Corbyn a également été poussé par le soutien précoce de deux des plus grands syndicats - UNITE et Unison, ainsi que par le fait qu'il a été le seul des quatre candidats qui se sont opposés au Welfare Bill du gouvernement conservateur, déposé au cours de la campagne, qui a opéré des coupes massives dans les prestations de l'Etat.

À la date butoir d'enregistrement du 12 août, le Parti travailliste avait gagné des centaines de milliers de nouveaux membres et sympathisants, avec un afflux massif les 24 dernières heures - en fait, le système en ligne a crashé en raison du nombre, de sorte que le délai a dû être prolongé. Le décompte final des membres et sympathisants a été de plus de 600.000, contre environ 200.000 électeurs à l'élection générale. La plupart des sondages d'opinion en juin et juillet plaçaient Andy Burnham en tête, mais tous les sondages d'août présentaient Jeremy Corbyn comme favori – corroboré par les cotes des bookmakers. L'extraordinaire niveau de soutien populaire à la campagne de Corbyn a dominé les médias tout au long de l'été, avec des comptes-rendus de meetings bondés chaque soir - des milliers de personnes sont venues entendre Corbyn dans les villes à travers tout le pays. La participation aux meetings et les chiffres des sondages montrent un énorme soutien du public pour les politiques qu'il adopte - beaucoup d'entre elles sont des politiques de gauche radicale.

La victoire de Corbyn étant de plus en plus probable, l'*establishment* du Parti travailliste s'est considérablement alarmé, des dirigeants de premier plan du parti exhortant les membres et sympathisants à ne pas voter pour Corbyn. Ces dirigeants incluent Blair, Brown, et Kinnock, ainsi que les anciens ministres Jack Straw, et David Miliband. L'orientation générale de l'argumentation était que Corbyn rendrait inéligible le Parti travailliste : réduisant son attrait pour l'électorat dans son ensemble en ayant un programme d'extrême gauche. Les critiques de l'*establishment* du Parti travailliste, cependant, soulignent que la présentation d'une version plus douce des politiques des conservateurs ou « triangulation » n'a pas abouti à un succès électoral du Parti travailliste. Corbyn a également face à des attaques politiques pendant la campagne avec des allégations ridicules selon lesquelles il serait antisémite et partisan de l'IS ; la BBC a consacré une émission « Panorama » à une tentative scandaleuse de saper son soutien quelques jours avant la fermeture du scrutin. Mais aucune des attaques n'a paru avoir d'impact sur le soutien à Corbyn et à sa campagne pour le leadership.

Initialement, ce soutien pourrait être considéré comme une autre manifestation de la désaffection du vote de gauche radicale vu dans l'élection générale (pour les Verts, les nationalistes écossais et d'autres à la gauche du Parti travailliste), mais l'ampleur du soutien nécessite un changement d'analyse : de Corbyn comme une figure de protestation marginale dont la candidature était nécessaire comme question de principe pour la gauche résiduelle du Parti travailliste, jusqu'à Corbyn probable vainqueur devenu une nouvelle expression de la gauche radicale en Grande-Bretagne. Ceux qui sont de gauche radicale en Grande-Bretagne ont toujours affirmé que la Grande-Bretagne n'est pas à l'écart des tendances politiques européennes, mais que ses particularités politiques ont empêché une manifestation de type européen de ces politiques. Presque par hasard, Corbyn est devenu le passage pour cette alternative politique et son apparition au sein du Parti travailliste a permis de porter un coup au courant dominant de la vie politique britannique d'une manière que d'autres organisations n'ont pas su atteindre.

Alors que la campagne prenait de l'ampleur, il y a eu migration des adhérents d'autres partis de gauche vers le Parti travailliste, des membres d'autres organisations s'inscrivant comme au Parti travailliste afin de voter pour Corbyn. Toutefois, la catégorie des sympathisants du Parti travailliste exclut explicitement ceux qui soutiennent une organisation opposée au Parti travailliste – compris comme se présentant contre le parti aux élections - et nécessite de soutenir les objectifs et les valeurs du parti. Sur cette base, la direction du Parti travailliste a introduit un système pour examiner toutes les demandes pour faire en sorte que ceux qui tentent de le rejoindre ne sont pas des « entristes » d'autres partis cherchant à saper le processus, qu'ils soient de gauche ou de droite. Au milieu de la frénésie des médias, des milliers ont été privés de votes sur la base du fait qu'ils étaient membres ou sympathisants d'autres partis. L'électorat final était probablement autour de 554 000 - certains inscrits ont été exclus pour des motifs politiques, certains étaient des doublons et d'autres ne se trouvaient pas sur le registre électoral.

Qu'est-ce que cela signifie pour la gauche et le mouvement au sens large ? La campagne Corbyn a agi comme un important pôle d'attraction pour ceux qui souhaitent soutenir les politiques effectivement de la gauche radicale. Le soutien a été établi à partir de ceux qui cherchent consciemment de telles politiques – qu'ils soient actuellement membres de Left Unity, du Parti vert, ou d'autres groupes de gauche, ainsi que des non-inscrits attirés par les politiques de Corbyn sur une base de classe, mouvementiste ou syndicale. Beaucoup sont d'anciens membres du Parti travailliste rejetant l'emprise du néo-libéralisme ou la guerre de Blair en Irak et considèrent Corbyn comme rétablissant les valeurs réelles du Parti travailliste. Beaucoup, surtout les jeunes, sont attirés par l'espoir de quelque chose de différent, un vote anti-corruption, anti-establishment, comme beaucoup ont été attirés par Podemos en Espagne.

Alors que beaucoup ont choisi d'adhérer au Parti travailliste ou le statut de sympathisant, d'autres se considèrent comme appartenant à un mouvement Corbyn plus large en dehors du Parti travailliste, comprenant ceux qui appartiennent à la gauche radicale.

Corbyn affrontera maintenant des difficultés exceptionnelles pour tenter d'établir ses choix politiques comme étant ceux du Parti travailliste. La majorité du groupe parlementaire sera contre lui et la démocratie interne du parti s'est vidée de son sens au cours des dernières décennies dans la mesure où les conférences de partis exercent peu d'influence sur la direction du parti. Il pourrait obtenir le soutien d'une majorité au sein du Comité exécutif national du parti, mais on peut s'interroger sur le pouvoir que possède encore ce corps. Un afflux d'adhérents de gauche sera relativement impuissants à influencer sur le rapport de forces au sein de l'appareil du parti et de ses élites, certainement à court terme, bien que la position adoptée par les syndicats de la Grande-Bretagne sera importante. Des syndicats importants tels que Unite et Unison ont soutenu la candidature de Corbyn et il est possible que les syndicats non affiliés puissent choisir d'affiliation afin de soutenir son leadership.

Il est peu probable que le Parti travailliste - avoir bien embrassé le néo-libéralisme - puisse maintenant inverser la tendance européenne et revenir à la social-démocratie. La victoire de Corbyn va déclencher une énorme lutte au sein du parti qui sera presque certainement inconciliable ; comme on a pu le voir, le Parti travailliste comprend maintenant à la fois le PASOK et SYRIZA dans ses rangs et il est impensable que l'establishment du Parti travailliste acceptera un virage à gauche. Dans ce contexte, la gauche radicale restant à l'extérieur du Parti travailliste est sûre de vouloir travailler avec la gauche à l'intérieur, renforçant un mouvement extra-parlementaire soutenant les politiques de Corbyn.

Mais la lutte progressant dans les prochaines semaines et des mois, la réalité est que de larges pans de l'électorat britannique rejettent maintenant le discours d'austérité, à tel point que sa nature hégémonique peut être remise en question. Le slogan de Thatcher – « Il n'y a pas d'alternative » - excluant toute remise en question du libéralisme économique, a finalement été remis en question dans l'opinion politique traditionnelle britannique. Comment l'alternative - posée de façon spectaculaire par Corbyn et ses partisans au sein du Parti travailliste, ainsi que de Left Unity et d'autres de la gauche radicale, ainsi que les mouvements et certains syndicats – peut-elle mieux s'exprimer et réellement l'emporter, est la question la plus importante posée aujourd'hui à la gauche en Grande-Bretagne.

Compte-rendu de la 21^{ème} Assemblée du festival Alternatiba et de la Coalition Climat

« changer le système, et pas le climat » - Voix des citoyens et COP21

Auteur Maxime Benatouil | 13 octobre 2015 | Posté dans : Écologie

Alors que la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP21) se rapproche, les organisations de citoyens et les mouvements sociaux du monde sont déterminés à ne pas laisser les chefs d'Etats et de gouvernements à prendre des décisions derrière des portes closes sur des questions qui nous concernent tous sans que nous ayons notre mot à dire. Deux événements ont eu lieu récemment à Paris pour préparer la mobilisation de la société civile en marge de la COP 21 - avec un fort accent sur les alternatives.

Construit à l'origine à Bayonne (Pays Basque, France), il y a deux ans par une poignée de militants pour la justice sociale et climatique, le mouvement Alternatiba est devenu un acteur essentiel du débat citoyen. Ses orientations pour des alternatives concrètes au productivisme néolibéral et pour l'éducation populaire concernant l'articulation des questions liées au climat et de la justice sociale ont attiré un nombre sans cesse croissant de citoyens. Partis l'été dernier, des centaines de militants ont sillonné la France à bicyclette (5600 km !), s'arrêtant dans de nombreux villages et villes, rencontrant des gens sur le terrain et discutant des alternatives concrètes pour une solution équitable aux crises environnementales et sociales capitalistes.

Un nombre encore plus important de citoyens intéressés ou engagés ont assisté à l'initiative à Paris, le dernier week-end de septembre, organisé pour célébrer la fin de leur tournée. Ce fut l'occasion d'organiser des ateliers publics (sur la transition énergétique, le changement climatique, la pauvreté énergétique, etc.), et d'offrir un vaste espace de discussion à tous ceux qui se sentent concernés. Ce succès indique clairement l'intérêt des citoyens et une volonté de ne pas être tenus dans l'ignorance – et est de bon augure pour la participation aux initiatives alternatives en marge de la COP 21 par la Coalition Climat 21, dans laquelle Alternatiba jouera un rôle important.

La Coalition Climat 21 regroupe plus de 130 ONG et syndicats souhaitant construire un processus de travail collectif à long terme et mobiliser les citoyens sur les questions liées au climat. En d'autres termes, si la COP21 sera un moment clé pour élever la conscience et

exercer une pression sur l'agenda des chefs d'Etats, la Coalition souhaite s'enraciner dans la société civile à travers l'Europe et le reste du monde. Des centaines de militants internationaux de la Coalition Climat 21 se sont retrouvés près de Paris les 5 et 6 octobre pour discuter du large éventail d'actions qui seront bientôt engagées - de manifestations massives à des discussions de groupe.

transform! a envoyé une délégation à l'assemblée internationale de la Coalition, ce qui nous a permis de prendre part au processus de décision conjointe et de préciser nos propositions de contributions à travers un dialogue constructif avec de nombreux militants. En termes de manifestations, deux dates importantes sont à retenir et à diffuser largement :

Le 29 novembre, la Marche du peuple pour le climat résonnera dans Paris avec un écho particulier, et enverra sûrement un message fort aux dirigeants mondiaux de la journée avant leur rencontre à Paris pour des négociations climatiques cruciales.

Et le jour suivant la fin des négociations, le 12 décembre, militants et citoyens seront de nouveau dans les rues de Paris pour une journée d'action pour le climat - afin de montrer que la Coalitionne disparaîtra pas, que la coopération entre toutes ses organisations continuera à porter ses fruits à l'avenir.

Le week-end des 5 et 6 décembre, un grand Sommet Citoyen pour le climat aura lieu à Montreuil, aux portes de Paris, et prendra la forme de trois événements indépendants, mais liés. Le Village Mondial des Alternatives, initié par Alternatiba international, proposera aux visiteurs des expériences alternatives, des analyses sur les crises environnementales et sociales - et bien plus encore. Les agriculteurs syndiqués à la Confédération Paysanne de tout le pays proposeront leurs produits à la foule parisienne et internationale, tout en les sensibilisant à l'égard de l'agriculture paysanne. En ce qui concerne la participation de transform!, le point culminant sera le Forum sur le climat où des dizaines d'ONG, de réseaux, de syndicats, de militants pour la justice sociale et pour le climat tiendront des tables rondes et des conférences.

Les détails concernant nos propositions d'activités seront communiqués dans le prochain bulletin. Mais nous sommes déjà en mesure de dire que nous voulons tenir trois débats d'experts, et aborder les questions suivantes :

une transformation productive pour l'Europe qui réponde aux besoins sociaux et aux impératifs écologiques, tout en donnant les perspectives d'une véritable coopération européenne ;

les biens communs et la démocratie énergétique ;

une approche de gauche pour une transition énergétique pour l'Europe.

L'Europe n'a pas un « problème de la migration » : elle a un problème de xénophobie

Auteur Marco Siddi | 5 octobre 2015 | Publié dans : Migration / Contre le racisme

Cette année, l'Europe a connu un afflux croissant de personnes qui fuient les guerres civiles et les États en faillite. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, environ 350 000 personnes sont arrivées en Europe par la mer entre janvier et août 2015 (219 000 pour l'ensemble de 2014) : près de 235 000 en Grèce en pleine crise, 114 000 en Italie et un peu plus de 2 000 en Espagne.

Ces chiffres sont élevés, mais toujours bien inférieurs à ceux des réfugiés syriens campant actuellement en Turquie (1,9 million), au Liban (1,1 million) et en Jordanie (629 000) - pays qui sont bien plus pauvres et plus petits que l'UE. Le HCR a déclaré que 9/10 de ceux qui arrivent en Grèce viennent de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. Près de la moitié de ceux qui atteignent les côtes italiennes ont fui l'Érythrée, la Somalie, le Soudan et la Syrie, c'est-à-dire les États ravagés par des conflits ou des violations massives des droits humains.

Par leur action ou inaction, divers États membres de l'UE ont contribué à créer le chaos à que fuient les réfugiés. Il suffit de penser aux opérations militaires britanniques et françaises en Libye, qui n'ont pas été suivies de plans post-conflit et ont laissé s'installer dans les pays une spirale de guerre civile. Nous devons également nous rappeler la participation de nombreux pays européens aux guerres américaines de l'ère George W. Bush, qui ont contribué à déstabiliser le Moyen-Orient et à créer un terrain fertile aux recruteurs de l'État Islamique.

Mais, aujourd'hui, l'Europe ne tire pas les leçons de ses erreurs passées et de leur pertinence au vu des circonstances actuelles. Dans l'UE, le débat a jusqu'ici porté sur le renforcement des contrôles aux frontières (comme si cela pouvait résoudre la crise humanitaire), le lien entre l'immigration et le terrorisme et la relocalisation des migrants sur la base de quotas nationaux obligatoires décidés par la Commission européenne, ou plutôt selon les propositions volontaires des États membres. Quelques États membres se sont distingués par une approche plus généreuse - et plus particulièrement l'Allemagne, pour accueillir un grand nombre de réfugiés sur son territoire, et la Suède qui, l'an dernier, a accepté le plus grand nombre de demandes d'asile en proportion de sa population totale. Mais ailleurs le tableau est beaucoup plus sombre : les États membres d'Europe orientale, le Royaume-Uni et la Finlande sont parmi les plus fervents opposants de quotas obligatoires pour la réinstallation des migrants dans l'UE.

Beaucoup de dirigeants européens ne semblent pas s'inquiéter de la dimension humanitaire de la catastrophe qui a maintenant commencé à atteindre leurs pays. Pour le premier ministre slovaque, Robert Fico, par exemple, 95% des personnes qui tentent maintenant d'entrer dans l'UE via la Grèce, l'Italie et la Hongrie ne sont que des migrants économiques, et non des réfugiés. Le premier ministre hongrois Viktor Orbán les a qualifiés de « migrants illégaux » et de tenter de les empêcher d'entrer dans l'espace Schengen avec une clôture à la frontière avec la Serbie. Pour Fico et Orbán, il faut qualifier la crise actuelle de migration clandestine et donc de rapatriement dans les pays d'origine. Leurs tentatives de déformer la réalité ont une raison juridique : au titre de la Convention 1951 sur les réfugiés, les États de l'UE doivent offrir refuge et protection à ceux qui peuvent démontrer qu'ils fuient la guerre et la persécution.

Apparemment oublieux de l'histoire européenne récente, les policiers tchèques ont inscrits des numéros sur les bras et les mains des migrants, tandis que la Hongrie a utilisé des prisonniers pour mettre en place une clôture sur sa frontière avec la Serbie. Lorsqu'ils ont été pressés d'accepter un (petit) quota de migrants, les premiers ministres de République slovaque et de Pologne ont déclaré que leurs pays étaient prêts à accepter quelques familles de réfugiés chrétiens. Outre le fait qu'ils montrent purement et simplement l'intolérance religieuse de leurs défenseurs, ces positions sont clairement en contradiction avec les valeurs fondamentales de l'UE et son soutien affirmé à une « société caractérisée par le pluralisme, la

non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes » (article 2, traité sur l'Union européenne).

Le non-respect des valeurs européennes et les querelles entre les Etats membres sur la réinstallation des migrants ont montré – selon les paroles d'Ivan Krastev - la crise profonde au cœur du projet européen. On ne trouve pas ses racines dans l'afflux actuel de réfugiés en provenance des régions déchirées par la guerre. C'est plutôt le résultat de l'échec de nombreux Européens à s'identifier avec les valeurs qu'ils préconisent sur le papier, à affronter véritablement le passé xénophobe de leur pays et de la sécurisation constante de questions humanitaires telles que celle de la migration. En traitant les politiciens chauvins, de droite comme des interlocuteurs valables, et même en les acceptant au gouvernement, les institutions européennes et certains États membres ont largement contribué à l'élaboration de la crise. Autoriser des discours xénophobes dans les institutions publiques est un puissant catalyseur pour leur diffusion dans la société. Un nouveau discours européen mettant l'accent sur les droits humains, la solidarité et la non-discrimination est donc la première étape pour éviter de poursuivre la radicalisation de la crise.

Ce commentaire a été publié à l'origine par l'Institut finlandais des affaires internationales

Caravane Ouvrir les frontières

La solidarité n'a pas de frontières

Par Katerina Anastasiou, Efi Papapavlou | 15 octobre 2015 | Publié dans: L'antiracisme / Migration

Une caravane de l'espoir, de la solidarité et de l'humanité contre l'Europe forteresse.

Au cours des dernières semaines, sous nos yeux se déroule une scène à double visage qui va certainement marquer l'histoire européenne, selon le côté qui prévaudra. D'une part, la police, ou même l'armée aux frontières de l'UE, repoussant violemment et agressivement les migrants et leurs enfants, contraints de fuir en raison de la pauvreté et de la guerre (dans de nombreux cas causée, ou du moins encouragée, par les pays occidentaux), les soumettant à des procédures d'enregistrement autoritaires, en leur refusant dans le même temps le droit à une vie libre et digne.

De l'autre côté, les réfugiés et les migrants montrent la persévérance et leur courage incroyables et continuent à avancer, poussés par leur désir de liberté, de paix et de vie. D'Istanbul à Edirne, d'Idomeni à la Serbie et de Keleti en Hongrie à l'Autriche, des défilés massifs de réfugiés auto-organisés, remettent effectivement en question le régime des frontières de l'UE et nient Dublin II par leur marche courageuse. Ils réclament des entrées sûres et exigent un traitement humain de l'UE, dont la Déclaration des droits de l'homme n'est qu'ornementale.

La politique européenne migratoire actuelle, qui se caractérise par la répression de FRONTEX, le refoulement, des contrôles plus stricts et des clôtures frontalières, s'est montrée insuffisante pour remplir son propre rôle, qui n'était rien d'autre que de terroriser et

intimider les réfugiés et les migrants désireux d'échapper à des scènes de guerre et de catastrophe. Leur détermination et leur courage pour avancer sur le chemin de la liberté, au prix même leurs propres vies, a allumé l'étincelle pour les habitants de l'UE-forteresse pour remettre en question plus ouvertement la politique actuelle européenne de répression des migrations et les zones d'entrée rouges.

Les Marches de l'espoir rejoignent la magnifique réponse et le soutien de ceux qui expriment leur solidarité dans de nombreux pays européens. Avec des actions auto-organisées et des actes de désobéissance civique massives, ils ignorent les lois actuelles, affirmant clairement que tous les immigrants et les réfugiés sont les bienvenus. Un exemple typique est la position radicale sans précédent de l'Union ferroviaire autrichienne, qui a envoyé des trains supplémentaires pour Keleti, Budapest, pour assurer le transport gratuit en toute sécurité des immigrants et réfugiés vers l'Autriche, affirmant ainsi le soutien à leur lutte.

Au cours des dernières années, les milliers de morts dans la Méditerranée, semblaient laisser indifférents les médias de l'UE, jusqu'à ce que la photo du cadavre du petit Aylan au large de la côte turque fasse écho partout dans le monde, obligeant les médias à sensibiliser, même brièvement. Cette expression momentanée de l'humanité de l'Europe, l'Allemagne promettant l'asile à 800 000 réfugiés syriens, suspendant Dublin II et exigeant des quotas pour assurer la répartition des réfugiés, est très vite revenue à l'Europe, bien trop familière, des clôtures et des contrôles stricts aux frontières avec violence et répression. Leur hypocrisie est également dévoilée quand il s'agit d'européens solidaires, dont le soutien concret est criminalisé, puisque quiconque est impliqué dans le convoi de réfugiés peut se trouver confronté à une peine de prison allant jusqu'à 10 ans, accusé de trafic et de contrebande.

En attendant, le système d'asile en Europe tout comme les organisations internationales fait une distinction très claire et stricte entre « réfugiés » et « immigrants », visant des objectifs politiques et de communication et disant respecter les droits humains et la Convention de Genève. À tout cela, nous répondons, que pour nous, les gens ne peuvent pas être distingués en citoyens de première et seconde classe et que le droit à la vie est non négociable pour tout le monde. En Hongrie, le gouvernement de droite de Viktor Orbán, depuis le 15 septembre, a fermé les frontières terrestres avec la Serbie, avec une clôture de 175 km de long. Les clôtures de fil barbelé et l'armée actuellement déployée dans la région nous rappellent d'autres périodes et les centaines de réfugiés « piégés » dans la zone morte entre les deux pays, n'ont plus maintenant à espérer que l'aide de ceux qui sont solidaires et des bénévoles. Les familles sont déchirées et envoyées dans différents centres de détention, les enfants privés de soins médicaux sont laissés dans de mauvaises conditions météorologiques, et des gaz lacrymogènes sont utilisés contre ceux qui réagissent. Les clôtures de barbelé électrifiées s'étendent le long des frontières avec la Roumanie et la Slovaquie, le parlement hongrois a réussi à passer tranquillement une série de mesures réactionnaires avec des procédures d'urgence, menaçant jusqu'à trois ans d'emprisonnement les réfugiés et immigrants entrant sur leur territoire. Les Marches de l'espoir s'efforcent de trouver des itinéraires alternatifs de Serbie jusqu'en Croatie et Slovaquie. Ce qui se passe là-bas n'est pas encourageant, puisque ces pays ne parviennent pas à répondre aux besoins en nourriture, logement et les soins de santé.

À l'heure actuelle, les réfugiés et les immigrants qui souhaitent entrer dans l'UE cherchent le passage plus sûr par voie terrestre, d'Istanbul à Edirne, à la suite d'un appel largement répandu sur les réseaux sociaux (#crossingnomore). Pour cela de nombreux militants se sont

réunis et font pression sur les autorités turques pour autoriser le transit des immigrants à travers les frontières turques vers la Grèce. Mais la réponse de la Turquie a été l'arrestation de cinq militants, les accusant de soutenir et d'aider les immigrants traversant les frontières illégalement. Parmi eux, se trouvent un militant français et un militant allemand, tous deux membres du groupe "Crossing No More Movement", ayant pris part aux manifestations dissidentes du Gezi Park à Istanbul et qui risquent maintenant l'emprisonnement ou l'expulsion de Turquie.

Pour toutes ces raisons, l'initiative de caravane de solidarité internationale, l'« Open Borders Caravan », demande de soutenir les réfugiés contre la politique migratoire meurtrière de l'UE. La caravane soutient une Union européenne sans frontières, avec des droits sociaux, l'égalité et la dignité, par opposition à la culture de nationalisme et de fascisme dans toute l'Europe.

Tout le monde doit soutenir les réfugiés et les immigrants, qui ne sont ni des terroristes, ni des criminels, mais sont révolutionnaires et combattants. La caravane lance un appel de réelle solidarité à la lutte libératrice des réfugiés et des immigrants, peu importe d'où ils viennent. Elle exige l'ouverture des frontières et la création d'un passage sûr pour tous les réfugiés et les immigrants.

Elle appelle tous les militants, les collectifs et les initiatives solidaires des réfugiés dans la région et dans toute l'Europe, à faire partie de l'Open Borders Caravan, qui a vu le jour à l'assemblée ouverte de Ljubljana le 26 septembre, dans une action commune près des frontières.

Rien ne peut arrêter notre volonté de vivre et notre désir de liberté !

Parce que leur combat est notre combat et leur avenir notre avenir !

Crise des réfugiés et Hongrie

Auteur Matyas Benyik | 23 septembre 2015 | Publié dans : Hongrie, Migration / antiracisme

Avant la crise actuelle des réfugiés, la politique d'immigration de la Hongrie était axée sur la lutte contre l'immigration illégale, mais une stratégie de migration globale explicite a manifestement fait défaut.

La lutte contre l'immigration illégale était un pilier important de la politique de migration de la Hongrie, sur la base des politiques et des directives de l'UE. Le discours politique sur l'immigration illégale a été fortement influencé par les communications officielles de l'Office de l'immigration et de la nationalité (OIN) et les gardes-frontières, qui ont fusionné avec la police. Les discours sur l'immigration illégale surgissent principalement dans le cadre de la politique criminelle (par exemple, la lutte contre la contrebande et le trafic d'êtres humains), de la politique de sécurité (par exemple, les mesures prises contre la falsification de documents) et de la protection des droits humains (par exemple, le droit au regroupement familial). Il y avait un manque de débat public sur une stratégie de migration globale du point

de vue des interdépendances sociales, économiques et politiques du phénomène de la migration.

Hausse de la xénophobie

En outre, il y avait une tendance xénophobe et nationaliste croissante chez les Hongrois, clairement visible si l'on regarde les résultats des dernières élections législatives de l'UE (le parti d'extrême droite, Jobbik, a obtenu près de 15% des votes). Aucun sondage d'opinion n'a été publié depuis que la crise migratoire a éclaté en Hongrie il y a trois semaines. Un sondage Targui en juillet 2015 plaçait le parti Fidesz du Premier ministre Orban à 22%, le Jobbik à 13%, avec un énorme 45% d'indécis.

La position anti-immigration détourne les électeurs de la corruption du gouvernement

Orban toujours désireux de saper son principal rival politique, le parti d'extrême droite Jobbik, a promis de fermer la frontière sud de la Hongrie à la Serbie à partir du 15 septembre d'imposer des peines plus sévères pour entrée illégale et de mettre en place des zones de transit. Mais la réussite est loin d'être assurée. « Orban a magistralement saisi l'opportunité politique qui lui est fournie par la crise des migrants - ses positions radicales anti-immigration ont inversé l'image dans la popularité de son parti au pouvoir en détournant les électeurs de la corruption du gouvernement et en arrêtant la montée du Jobbik », a déclaré Tsveta Petrova, analyste chez Eurasia Group. Orban a également invoqué l'héritage chrétien historique de l'Europe, ce qui suggère qu'elle est menacée par des migrants principalement musulmans qui sont de toute façon - affirme Orban - à la recherche d'un meilleur niveau de vie.

Seuls les migrants hongrois sont les bienvenus

Les médias de droite sont contre les migrants non-hongrois et n'ont de sympathie que pour les Hongrois ethniques. En dépit de son déclin démographique, créant une pénurie sur le marché national du travail, la politique migratoire de la Hongrie se caractérise principalement par la solidarité avec les communautés hongroises des pays voisins (politique de la diaspora). Les détracteurs de la politique officielle de migration font souvent remarquer que la mise en œuvre de la politique migratoire hongroise est à court terme et se caractérise par la sécurisation de la question par des mesures défensives contre les migrants non-hongrois, le contrôle des frontières et des règles de résidence, sans stratégie explicite de migration globale.

Courage civil, préjugés et harcèlement

Les Hongrois sont partagés sur la crise des réfugiés. Alors que certains ont honte de la forte rhétorique anti-immigration et de la clôture et tentent d'aider les migrants, d'autres soutiennent l'approche de M. Orban, en disant qu'elle est le seul moyen de maintenir l'ordre. On peut constater la compassion du peuple hongrois, très frappante à côté de la xénophobie vicieuse et des manœuvres politiques mesquines du gouvernement. Mais, si on observe les sondages d'opinion, on voit que la majorité, y compris la majorité relative des sympathisants des partis d'opposition qui ont pris une position pro-réfugiés, croient que les réfugiés constituent une menace pour la Hongrie. Il y a aussi beaucoup de harcèlement. Les bénévoles fournissant des denrées alimentaires sont régulièrement agressés verbalement par d'autres habitants, et il y a également eu des attaques par des groupes d'extrême droite à la gare Keleti.

Campagne anti-migrants du gouvernement et désobéissance civile

Lorsque cette situation a commencé au début de l'été, le gouvernement Orban placardant des affiches avec des messages (mais en hongrois !) pour les migrants, en disant que si on vient en Hongrie, on doit respecter notre culture, ne pas prendre le travail des Hongrois et ainsi de suite, il y a eu une recrudescence notable de l'action directe et de la désobéissance civile. Et ce ne fut pas seulement dans les milieux activistes, mais parmi les gens ordinaires, qui ont déchiré ces affiches ou les ont taggées. Le gouvernement de droite de M. Orban avait besoin de trouver un bouc émissaire. Dans ce cas, ce sont les réfugiés. Mais ce que fait le gouvernement est si évidemment inhumain que c'est un encouragement pour beaucoup à trouver un moyen d'aider ou en tout cas à sympathiser avec les réfugiés, parce que l'autre position semble moralement intenable.

Cette situation exceptionnelle aurait pu être gérable

La situation est devenue vraiment exceptionnelle, mais elle aurait été gérable par un gouvernement compétent et une Union européenne unifiée. Mais le gouvernement hongrois ne voulait pas résoudre la situation, il l'a utilisée à des fins politiques et a suscité la haine. La résolution pratique au problème est donc resté entre les mains des citoyens laïcs qui ont accompli les tâches que l'Etat hongrois ne pouvait pas ou ne voulait pas effectuer. En août, la situation est devenue aiguë et spectaculaire : épuisés, affamés et assoiffés, adultes et enfants, la plupart ont fui les zones de guerre et se sont installés dans les rues de Budapest.

Les réfugiés n'avaient jamais été un problème en Hongrie

Avant 2015 en Hongrie, il n'y avait pas eu beaucoup de discussions sur les réfugiés. Pour les Hongrois, cette question semblait un problème exotique de pays lointains. Mais ni pour Bruxelles, ni pour le gouvernement hongrois, cela ne pouvait pas être une surprise que la guerre de Syrie et l'avancée de l'Etat islamique, tôt ou tard se feraient sentir en Europe. Il était clair (ou au moins, c'était censé être), que, tôt ou tard, les réfugiés pourraient nous rejoindre parce que la Hongrie est située sur la route migratoire occidentale des Balkans. Malheureusement, le gouvernement hongrois - comme la plupart des gouvernements des Etats membres de l'UE et Bruxelles - au lieu de se préparer pour le plus grand afflux attendu de réfugiés, restait assis sur ses lauriers. Les politiques du gouvernement hongrois étaient différentes de celles des autres pays de l'UE. Pendant des mois il a développé une campagne de haine fondée sur la peur de l'inconnu, ainsi que sur la xénophobie et le racisme et a utilisé la période de découverte du problème à faire grimper les enchères pour présenter un ennemi commun de la société et montrer qu'il pourrait être un sauveur.

Les chiffres

En fait, par rapport aux années précédentes, cette année exceptionnellement beaucoup de gens sont venus en Hongrie. Dans les nouvelles quotidiennes, environ 200.000 réfugiés sont mentionnés, mais selon les récentes données statistiques de l'Office de l'immigration et de la nationalité (OIN), 145.000 candidats ont été enregistrés, ce qui dépasse plusieurs fois toutes les données précédentes. Environ 90% d'entre eux (selon l'OIN et les premières statistiques de police) disparaissent presque immédiatement - c'est-à-dire avant la fin de la procédure d'asile - des sites de l'Etat hongrois censé protéger l'Europe de l'afflux d'immigrants illégaux. En

tenant compte de cela, les quelques milliers de personnes qui restent dans notre pays ne semblent pas excessives, surtout par rapport à une population de 10 millions.

Il n'y a pas « invasion » de l'Europe

Par souci d'équité, nous devons également ajouter que la fièvre injustifiée de panique ne caractérise pas seulement les politiques de l'État hongrois. Selon des données récentes de l'ONU, dans toute l'Union européenne 437 384 demandeurs d'asile ont été enregistrés fin juillet, ce qui est exactement 0,08% de la population de 503 millions d'habitants de l'UE et moins du double que ceux qui sont arrivés les années précédentes. Il n'y a pas « d'invasion » et « d'occupation » du tout, surtout si on compare ce nombre aux deux millions de réfugiés acceptés par la Turquie ou au million de réfugiés accueillis respectivement par la Jordanie et le Liban.

Personne n'est illégal

Il est à noter aussi que l'on ne peut pas devenir immigrant illégal en traversant simplement la frontière verte, mais en raison du fait que l'on n'a pas de papiers en règle ou de visas pour l'entrée légale. Mais dans une situation de guerre, il est impossible de régler ces formalités parce que le fonctionnement de l'État est partiellement ou complètement bloqué. Selon la Convention de Genève sur les réfugiés, qui s'impose également à la Hongrie, un réfugié ne peut pas être sanctionné seulement pour avoir franchi illégalement les frontières, parce qu'il / elle ne pouvait pas arriver autrement qu'illégalement.

Dublin III ne fonctionne pas

La forte augmentation du nombre des demandeurs d'asile a sans aucun doute causé une situation de crise complètement injustifiée en Hongrie et dans l'Union européenne, parce que la crise aurait pu être gérable en trouvant une solution commune qui répartisse les tâches plus équitablement que le système de Dublin, qui met une charge disproportionnée sur le dos des États qui sont à la frontière pour évaluer la plupart des demandes et, en principe, les demandeurs d'asile devraient rester sur leur territoire jusqu'à la fin de la procédure. En fait, comme indiqué ci-dessus, la pratique n'a pas fonctionné longtemps. La grande majorité des demandeurs d'asile du « pays d'entrée » continue à aller dans les zones intérieures de l'UE, d'où dans la plupart des cas, les réfugiés ne sont pas renvoyés dans les pays membres de la frontière de l'UE (par exemple en Hongrie, l'année dernière, seuls 827 sur 43 000 demandeurs, ont été renvoyés en fonction de la Commission d'Helsinki).

En outre la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que les renvois peuvent être réexaminés, dans le cas où un pays frontalier de l'UE ne respecte pas les exigences des droits humains de base (par exemple la Grèce et la Hongrie). Il est également possible que, en plus du statut de réfugié, une protection générale soit accordée à ceux qui fuient le front de la guerre, comme les Syriens. Pour une telle situation, la définition de la protection subsidiaire a été instituée en 2004 dans la directive de qualification afin de garantir la sécurité à ceux qui ne présentent pas de marque d'atrocité personnelle, ou des menaces, mais fuient seulement le risque global de guerre. Ce n'est donc pas de la générosité, mais une obligation légale de les garder dans un pays sûr.

L'hypocrisie des gouvernements d'Europe occidentale

Le gouvernement hongrois non seulement est en deçà de ses engagements humanitaires, mais aussi incite explicitement la haine, et construit une clôture de fil de fer barbelé électrifié pour blesser et dissuader les demandeurs d'asile et adopte une législation et un droit pénal de plus en plus punitifs pour les réfugiés. Cependant, la politique des réfugiés est aussi moralement scandaleuse au niveau de l'Union européenne. Il y a beaucoup d'hypocrisie de la part des gouvernements d'Europe occidentale critiquant l'Etat hongrois, parce que c'est une cible facile. Toute possibilité de transformer le mécanisme de Dublin en un système plus équitable serait la bienvenue. En dépit de toute cette rhétorique trompeuse sur le fardeau des réfugiés en Europe, nous devons avoir conscience que la plupart des réfugiés syriens, par exemple, ne sont pas en Europe et n'y viendront jamais. Nous devons mettre en perspective ce soi-disant fardeau de l'accueil des demandeurs d'asile en Europe et nous devons penser à la façon dont l'UE peut aider ces pays qui ont un PIB par habitant bien inférieur mais qui reçoivent beaucoup plus de réfugiés. La réponse à la situation des réfugiés ne doit pas seulement être européenne, mais aussi plus internationale.

Budapest, le 16 septembre 2015

Sources:

<http://www.socialwatch.org/node/11361~~number=plural>, Social Watch Report EUROPÉEN 2009 - Migrants en Europe tant qu'acteurs du développement, la Hongrie

<http://politicalcritique.org/interviews/2015/misetics-crisis-of-this-magnitude-will-not-be-resolved-by-volunteers/>

http://hvg.hu/velemeney/20150909_Menekultkriszis_es_Magyarország_manipulalt

<http://www.reuters.com/article/2015/09/08/us-europe-migrants-hungary-orban-idUSKCN0R82B920150908>

Appel d'offres

Politique industrielle de gauche

1er octobre 2015

Le bureau de la Fondation Rosa Luxembourg, Bruxelles, lance un appel pour une étude : « Quelle marge de manœuvre pour une politique industrielle de gauche offre le cadre juridique actuel de l'UE ? »

La crise financière au sein de l'UE s'aggrave. Bien que sept années se soient écoulées depuis l'effondrement de Lehman Brothers, de nombreux pays de l'UE, comme la Grèce, endurent la pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale. Il faut admettre que la période pendant laquelle les pays les plus pauvres de la CE / UE ont connu un rattrapage économique est terminée (pour le moment du moins). L'écart de production entre les capacités des différents pays présente même des signes d'aggravation et des pays comme l'Italie et la France connaissent une désindustrialisation à grande échelle depuis de nombreuses années. Cette tendance vers un niveau croissant d'inégalité structurelle a été exacerbée par la politique (de crise) suivie par les différentes institutions de l'UE.

Dans une telle situation, on a particulièrement intérêt dans le une politique industrielle de gauche qui permet non seulement de préserver les industries et les emplois existants, mais aussi contribue à créer de « bons emplois » grâce à une industrie écologique et durable. Cette industrie doit contribuer à créer et conserver de bons emplois à durée indéterminée, tout en aidant les pays et leurs économies à mieux répondre aux futures crises financières, car cette crise a clairement montré que les pays ayant un secteur industriel stable sont ceux qui sont sortis de la crise dans le meilleur état. Cette étude fait partie d'un projet à long terme ne concernant pas seulement la création d'emplois et respectueux de l'environnement tenant compte des spécificités de genre. Elle traite également de la question de la démocratisation du travail dans les entreprises et d'une politique économique démocratique dans laquelle les travailleurs et les citoyens sont peut largement participer à la prise de décisions concernant la production, la distribution et la consommation. Ce projet ne consiste pas à chercher à accroître la concurrence entre les salariés des différents pays et les entreprises, mais souhaite assurer de bonnes conditions de travail durables dans un secteur de l'économie sans lequel nous ne pourrions pas maîtriser les défis sociaux qui se poseront à nous dans l'avenir.

Afin d'être en mesure de mieux évaluer la marge de manœuvre pour les acteurs de gauche et progressistes, tels que les gouvernements nationaux et régionaux de gauche et des syndicats, ainsi que des coopératives et des usines occupées, nous souhaitons une étude pour répondant à la question centrale :

Quelle marge de manœuvre pour une politique industrielle de gauche offre le cadre juridique actuel de l'UE, en particulier en ce qui concerne les possibilités de développement dans les pays périphériques (Art 173, ex 157 et dispositions associées) ?

La stratégie Europe 2010-2020 de l'UE demande que la part de l'industrie dans le PIB soit de 20%. Mais quelle marge de manœuvre légale ont les différents acteurs visés ci-dessus dans le cadre juridique actuel de l'UE pour mettre en œuvre une politique industrielle de gauche comme celle qui est décrite ci-dessus? Quels sont les défis et les problèmes ainsi que les possibilités ?

Les points suivants doivent être examinés en lien avec cette question centrale :

1. Les instruments de l'UE suivants offrent-ils des possibilités pour une politique industrielle de gauche ?

- L'initiative phare « Une politique industrielle intégrée à l'ère de la mondialisation » dans le cadre de la stratégie Europe 2020

- Les fonds structurels
- La spécialisation intelligente
- La Banque européenne d'investissement
- Horizon 2020
- Plan Juncker / EFSI
- Fonds Européen d'Investissement

2. Quel est l'impact des nouvelles institutions de l'UE introduites dans le cadre des mesures de gestion de crise dans le domaine de la politique industrielle ? (par exemple deux Pack, Six Pack, semestre européen, pacte de compétitivité, pacte budgétaire)

3. Quelles sont les possibilités à la disposition des acteurs de gauche de l'Etat, de la société et de l'économie (des syndicats, des coopératives, des usines occupées) pour unir leurs forces sur une base transnationale ?

4. Quelles sont les possibilités dans le cadre juridique de l'UE, y compris les traités de base, pour mettre en œuvre des politiques de financement de ré-industrialisation ciblant des secteurs spécifiques (« verticales ») ? Dans quelle mesure ces initiatives rencontrent-elles des obstacles en termes de droit de la concurrence de l'UE ?

5. Quelles possibilités financières sont disponibles d'un point de vue juridique pour une politique de (ré)industrialisation progressiste ?

6. L'étude doit également inclure des propositions sur la façon dont la législation pourrait être modifiée, sans aucune modification de la législation primaire, permettant de mettre en œuvre une politique industrielle active et constructive (par opposition à purement conservatrice). Ces propositions doivent ensuite être classées selon le degré d'intervention législative requise.

Détails techniques concernant l'appel d'offres

Langue de l'étude: Anglais

Dimension de l'étude : 40 pages, y compris un résumé significatif accessible au public qui peut également être publié à part.

Tarif: 9500 euros (brut)

Veuillez envoyer vos demandes par e-mail à Martin Schirdewan (Martin.Schirdewan@rosalux.de) et Roland Kulke (roland.kulke@rosalux.org) Fondation Rosa Luxemburg, Bruxelles.

Les demandes doivent comprendre un CV et un résumé.

La date limite est le 1er novembre 2015 et le résultat sera annoncé le 5 novembre.

L'étude doit être envoyée dans son intégralité le 15 février 2016.

Assemblée générale 2015 de transform

Transform! europe définit ses stratégies et son programme de travail

Auteur Walter Baier | 14 octobre 2015

Les 15 et 16 septembre transform! europe a tenu une assemblée générale à Barcelone. Au cours de ce rassemblement annuel, sont décidés les programmes, les projets et le budget du réseau. L'analyse des développements politiques en Grèce, en Europe et dans l'Union européenne qui ont eu lieu depuis l'assemblée de l'automne dernier a été au centre des débats.

La victoire de Syriza aux élections de janvier 2015, la formation du premier gouvernement d'Alexis Tsipras, les négociations entre la Grèce et ses créanciers, la signature du 3e memorandum en juillet, la crise du gouvernement et les nouvelles élections (l'assemblée des membres de transform! europe avait eu lieu seulement quelques jours avant les nouvelles

élections en Grèce) ont mis la gauche en Europe face à de nombreux défis et de nouvelles questions. Le résultat de la négociation du 13 juillet obtenu seulement après que le gouvernement grec a été victime de chantage de la part de l'Eurogroupe et de la Banque centrale européenne confronte la gauche et les mouvements sociaux à la nécessité d'évaluer de façon critique les analyses et les hypothèses sur lesquelles se fonde leur stratégie précédente.

transform! considère qu'il est de sa responsabilité de créer un cadre approprié pour ces considérations et pour explorer les questions fondamentales de l'intégration européenne au sein d'un nouveau programme de recherche. Ce débat est lié à la poursuite du programme sur la transformation productive de l'économie européenne. Les deux programmes sont au centre des activités du réseau pour la période à venir.

La carte politique de l'Europe n'a pas été redessinée seulement à Athènes. La victoire de coalitions progressistes aux élections locales espagnoles, entre autres à Madrid, Barcelone et Saragosse, montre que dans le sud européen un nouvel élan politique a été créé. En outre, l'élection de Jeremy Corbyn comme le chef du Parti travailliste britannique offre de nouvelles perspectives pour la gauche en Europe.

Lors de l'assemblée des membres à Barcelone, le travail de transform! europe a été salué. Le réseau s'est fermement établi, il a grandi et a renforcé ses relations à des syndicats, les mouvements sociaux et les ONG. Sa coopération avec le Parti de la Gauche européenne - représenté à l'assemblée par Maite Mola (vice-président du PGE, Espagne), Natassa Theodorakopoulou (Secrétariat du PGE, Grèce) et Christine Mendelsohn (groupe de liaison PGE -transform!, France) - est stable et productive.

transform! europe a deux nouveaux membres observateurs : transform!Hongrie et la Fondation Claudio Sabattini (liée à la FIOM, le syndicat italien des métallurgistes). Le réseau se compose donc désormais de 28 organisations de 18 pays européens. L'Association démocrate civique finlandaise, membre observateur depuis plusieurs années, a été acceptée à l'unanimité en tant que membre à part entière.

Le nord européen, en particulier le Royaume-Uni, et l'Europe centrale / orientale sont encore sous-représentés dans le réseau. Il a été largement convenu qu'il faut accorder une attention particulière au développement des contacts dans cette région.

Le programme de travail # 2016 a été adopté à l'unanimité. Il constitue la base pour le budget de l'année prochaine. Dans le cadre d'une réunion à Paris à la mi-octobre le Managing Board finalisera le programme.

« Oxi ! Basta ! Enough ! Construisons une autre Europe »

Appel à toutes les organisations et mouvements qui se reconnaissent dans nos mots d'ordre, à s'approprier le cadre d'action, à compléter le programme et à nous rejoindre dans les Marches et/ou à Bruxelles les 15, 16 et 17 octobre 2015.

« Oxi ! Basta ! Enough ! Construisons une autre Europe »
Non à l'austérité, à la pauvreté, au TTIP, au racisme et à la corruption
Oui à la solidarité sans frontières

Arrivée des Marches Européennes et Journées d'actions
du 15 au 17 octobre 2015, Bruxelles & Namur

En Grèce, la population a dit Oxi ! Non ! Un Non ! aux exigences cruelles et irraisonnables pour plus d'austérité et d'appauvrissement. Dans toute l'Europe, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour soutenir le peuple grec – en ayant conscience que soutenir leur lutte c'est défendre nos droits partout en Europe.

Les élites européennes, au nom du profit et de la compétitivité, s'attaquent à la justice sociale, à la démocratie, au climat et font de l'Europe un terrain de jeu pour leurs propres intérêts. Ils usent du chantage et humilient toutes celles et ceux qui résistent, ils utilisent la peur, le nationalisme et la division raciste pour gouverner, et prétendent qu'il n'y a pas d'alternatives.

Pourtant, nous construisons des alternatives au travers de nos luttes nombreuses et variées.

Développons la solidarité sans frontières, notre force réside dans un OXI ! Basta ! Enough ! Européen. Construisons une autre Europe maintenant !

Parce que l'austérité et la dette nous appauvrissent et détruisent nos droits sociaux, économiques et démocratiques

Parce que nous refusons la pauvreté et la précarité

Parce que les accords de libre-échange (TTIP, CETA, TISA, ACP, APE, TTP et autres) renforcent le pouvoir des multinationales et détruisent la planète et la démocratie.

Parce que nous nous engageons contre le racisme et contre le sexisme !

Parce que nous dénonçons la corruption et les paradis fiscaux !

Notre OXI ! NON ! est un OUI ! à l'égalité, aux droits économiques et sociaux et à une réelle démocratie

Un OUI ! Pour une réduction des dettes

Un OUI ! Pour la justice climatique et l'agriculture paysanne

En octobre, nous marcherons des quatre coins de l'Europe vers Bruxelles, nous encerclerons les puissants et leurs négociations secrètes durant le Sommet du Conseil Européen, nous débattons et manifesterons – Rejoignez-nous !

Information et contact

European Marches: euromarchas2015@gmail.com

Surrounding of the Summit: info@d19-20.be

General information (Call endorsement): sebastian@altersummit.eu

#OX15

www.ox15.eu (en construction)

FB Event : OX15.eu

Premiers signataires :

Europe

EuroMarchas 2015

Alter Summit

ATTAC-Europe
Via Campesina
Blockupy
Corporate Europe Observatory
transform! europe
CADTM Europe

Belgique

Acteurs des Temps Présents
Alliance D19-20
Mouvement Agriculture Paysanne
Belgian Anti-Poverty Network
Climate Express
Hard boven Hart
Tout Autre Chose
No Transat
MOC
Réseau Wallon de lutte contre la Pauvreté
Maison du Peuple d'Europe
Attac Wallonie Bruxelles
CNAPD
Pour (pour écrire la liberté)
LEF-FGE

Espagne

Comité de organization de las EuroMarchas 2015
Mareas Blancas, Verdes, Azules, Rojas
Ecologistas en Acción
Coordination des ONGs Solidaires
Comisiones Obreras (CC.OO.)
CGT
Intersindical Valenciana
Fédération de Asociaciones de barrios
Marchas 22M (de la « Dignidad »)
RAP (Red Agua Publica)
ATTAC-España
PODEMOS, IU, EQUO

France

Comité français d'organisation des Marches
Aitec-IPAM
Attac-France
Des ponts pas des murs
Fondation Copernic
Marches européennes
MNCP
CNT-SO
FSU-SNES
Solidaires

Allemagne

ATTAC-Deutschland

FrauenLandesarbeitsgemeinschaft in der Partei DIE LINKE (DE)

Portugal

Habita - Associação pelo direito à habitação e à cidade

Pologne

ATTAC-Poland

Royaume-Uni

Global Justice Now

Roumanie

FSIE - FEDERATIA SINDICATELOR INDEPENDENTE DIN ROMANIA

Italie

Altra Europa con Tsipras

IFE ITALIA/FAE - associazione femminista italiana

Festival de presse tiedonantaja

Le festival du journal finlandais tiedonantaja se tient traditionnellement tous les deux ans dans différentes villes de Finlande. Cette année, le festival aura lieu dans la ville de Jyväskylä, en Finlande centrale, en octobre. L'organisation Association démocratique Civique (DCA) membre de transform! en est l'un des principaux organisateurs.

Le thème du festival porte sur les médias alternatifs, avec un panel de discussion avec Gavin MacFadyen du Centre du journalisme d'investigation.

Parmi les invités internationaux se trouvent également Maite Mola du parti de la Gauche européenne et Thomas Knecht du groupe de travail queer du Parti communiste allemand.

Programme

<http://www.desili.fi/tilaisuudet/tiedonantaja-festivaali-17-10/>

<http://tiedonantaja-festivaali.net/>

Le festival sur Facebook : <https://www.facebook.com/TiedonantajaFestivaali>

Website du journal Tiedonantaja : <http://www.tiedonantaja.fi>

Conférence

Droite populiste et extrême en Europe et stratégies de Gauche pour une nouvelle hégémonie

En coopération avec l'organisation suédoise, le « Centre pour les études sociales marxistes » (CMS), membre du réseau transform!.

Programme
13 novembre
Salle Palmesalen

15:00 - 20:00
Partie 1 : Analyse empirique
Modérateur: Shabane Barot

Classification :
Mathias Wåg: Presentation - When the left study Laclau on populism and the right Gramsci on hegemony.
Markus Lundström & Tobias Lundström: Classifications of the radical right.

Regard sur l'Europe :
Walter Baier: Europe at the crossroads: Right populism and reactionary rebellion
Thilo Janssen: Beloved enemy - Extrem right partys and the European Union (tbc)

Est-Ouest:
Anton Shekovtsov: European-Russian networking in the extreme right
Daniel Platek: Poland (tbc)
Adam Marcus: Hungary

Scandinavie:
Li Andersson: The True Finns
Tobias Alm & Cordelia Heß: Right-wing populism can be deadly

Royaume-Uni et France:
Bernard Schmid: New Right in France (tbc)
Benjamin Lear: UKIP (tbc)

14 novembre
Salle Beskowsalen

9:00 - 15:00
Partie 2 : Possibilité d'une généralisation européenne

Partie 3: Conclusion : discussion avec le panel, transform! et les participants.

Réponse de gauche à la crise de l'asile et de la politique migratoire

Auteur Gregory Mauzé | Publié dans : Migration / antiracisme

Ce papier de recommandations politiques comprend également un bref aperçu de la situation actuelle de la migration et de la politique d'asile de l'UE, des recommandations et propositions de mesures de politique structurelle.

I. Introduction

Les mesures énoncées dans ce texte cherchent à souligner les points clés d'une politique européenne d'asile et d'immigration avant-gardiste. Elles sont basées sur l'universalité des droits, ce qui nous oblige à tenir compte des intérêts des populations du Nord, du Sud et des migrants ou immigrants. Bien qu'un certain nombre de ces mesures répondent à une crise sociale et humanitaire et comme telles devraient être mises en œuvre dès que possible, elles devraient idéalement faire partie d'une stratégie plus large, durable.

II Situation actuelle

Entre le 1er janvier et le 1er septembre 2015, plus de 350 000 personnes ont tenté de rejoindre l'Europe par la Méditerranée (par rapport à 219 000 pour l'ensemble de l'année 2014). C'est la plus grande vague d'immigration en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Provenant principalement de pays en proie à la guerre, à l'instabilité politique ou aux persécutions [1], la majorité sont admissibles au statut de réfugié [2] selon les définitions de la Convention de Genève. Les points de migration ont changé car les mesures anti-migratoires ont été renforcées. Ce coup de frein a provoqué une augmentation des risques pour les migrants, et donc une augmentation exponentielle du nombre de naufrages mortels, à travers le couloir méditerranéen central reliant la Turquie et la Libye à l'Italie en particulier. Depuis 2000, près de 28 000 décès ont été enregistrés dans les mers autour de l'Europe [3]. Le 1er septembre 2015, 2 642 décès en mer avaient été enregistrés pour 2015 (par rapport à 3 500 en 2014) [4]. En 2014, les décès dans la Méditerranée représentaient 75% du nombre total de migrants morts dans leur voyage à travers le monde.

III. Politique de migration et d'asile dans l'UE

Depuis la fin officielle de l'immigration au cours des années 1970, les politiques migratoires dans les pays d'Europe occidentale font une distinction entre les demandeurs d'asile et les « migrants économiques ». Les demandeurs d'asile sont ceux qui demandent une protection individuelle en raison de risques de mort dans leur propre pays. Les migrants économiques, si l'on exclut les cas de migrants « sélectifs », n'ont généralement pas de critères clairs de régularisation, ce qui les met dehors de la loi. Ils sont souvent expulsés de force, après une rétention qui peut durer 18 mois (limite fixée par la directive européenne du retour de 2008). Plus de 400 centres de rétention ont été enregistrés dans l'Union européenne. Les pays européens organisent régulièrement des opérations conjointes qui, souvent sous le couvert de la fermeture des réseaux de trafiquants d'êtres humains, sont en fait des rafles massives d'immigrants sans papiers, comme l'opération Mos Maiorum en 2014. On estime à 11,3 milliards € les dépenses pour l'expulsion forcée de millions de personnes de l'Union européenne (UE) depuis 2000.

La création de l'espace Schengen de libre circulation dans l'UE en 1995 s'est accompagnée d'une répression importante aux frontières extérieures, pour un coût estimé à 1,6 milliard € depuis 2000 [5]. Il est coordonné par l'agence Frontex depuis 2005, avec un budget croissant (142 606 000 € en 2015). L'agence est régulièrement critiquée pour la zone grise juridique qui

entoure ses opérations, en évoquant particulièrement à l'absence de partage des responsabilités quand les droits humains fondamentaux sont bafoués.

Les ONG et le HCR dénoncent fréquemment l'impact de cette approche de forteresse assiégée a sur la prise de conscience de la nécessité de protéger les réfugiés, et plus généralement sur le respect de l'ensemble des droits des migrants. Ces nombreuses restrictions ont fait du droit d'asile un mécanisme de gestion des flux migratoires. Au niveau de l'UE, le règlement Dublin II limite les demandeurs d'asile à un seul pays de l'UE et les réfugiés peuvent être renvoyés dans le premier pays où leur demande a été enregistrée, ce qui met les pays d'Europe du Sud sous une pression disproportionnée. En 2014, l'UE a reçu 626 700 demandeurs d'asile, très inégalement répartis entre les Etats membres, qui ont chacun leur propre processus pour les demandeurs d'asile.

IV. Réponses en Europe à la crise humanitaire

Le bilan humain dévastateur de l'augmentation du nombre de naufrages n'a pas apporté de changements fondamentaux dans l'approche des dirigeants européens qui ont, à des degrés divers, suivi une [6] « sécurisation » de la question de l'immigration, conduisant à des réponses sécuritaires et militaires totalement inadaptées à la situation humanitaire. Certains ont eu le cynisme de critiquer les opérations de sauvetage en mer, sous le prétexte qu'elles encouragent les migrants à venir dans l'UE. C'est pourquoi, en l'absence de solidarité européenne, l'opération italienne Mare Nostrum, qui a sauvé plus de 150 000 migrants naufragés entre octobre 2013 et novembre 2014, a dû cesser ses activités, remplacée par l'opération Triton, coordonnée par Frontex, qui n'est pas aussi ambitieuse et se concentre sur la surveillance.

Le Conseil européen du 23 avril 2015, convoqué après le naufrage le plus meurtrier (causant 900 décès) jamais enregistré aux frontières de l'Europe, ne répond pas non plus aux attentes. Il a porté sur le trafic humain pour libérer encore plus l'UE de ses responsabilités ; il a triplé le budget de Frontex sans changer son mandat qui ne permet pas les opérations de sauvetage proactives [7] ; il a renforcé la coopération entre les pays de départ ou de transit, au risque de mettre encore plus en danger le besoin de protection des réfugiés. En bref, il entretient l'illusion qu'il est possible de mettre un terme au massacre dans la Méditerranée sans rompre avec la mentalité de forteresse assiégée.

La proposition de la Commission européenne pour remédier aux défaillances du mécanisme commun d'asile de Dublin II en introduisant des quotas d'accueil obligatoires a été empêchée par le refus catégorique d'un certain nombre d'Etats membres. Bien que la poussée de la vague de réfugiés au cours de l'été de 2015 ait conduit à certaines mesures encourageantes (en particulier le moratoire sur les expulsions vers la Syrie présenté par l'Allemagne), il n'y a pas de solution durable pour mettre un terme aux noyades en masse dans la Méditerranée. La majorité des migrants et immigrants qui ne sont pas admissibles à l'asile paient le prix de l'approche timide et injuste de la question des réfugiés, parce que la priorité est d'accélérer l'expulsion des demandeurs déboutés.

V. Recommandations

V.1. Mesures d'urgence

V.1.1. Gestion des frontières : priorité à l'homme

Cependant les mesures qui tiennent compte des raisons pour lesquelles les migrants quittent leur pays d'origine, ne mettront assurément pas un terme immédiat aux flux migratoires actuels. Il est maintenant urgent de renoncer à l'approche sécuritaire qui régit les politiques de contrôle des frontières et de la remplacer par une approche qui respecte les droits fondamentaux. L'état d'esprit de la surveillance Frontex doit être laissé de côté une fois pour toutes - par dissolution de l'agence ou en changeant radicalement son mandat - et une vaste opération navale de sauvetage en mer doit être lancée, dans le but évident d'empêcher les naufrages et d'effectuer des opérations de sauvetage en mer. Il y a aussi un besoin urgent de rompre avec la tradition de « relocaliser » les contrôles aux frontières vers les pays qui ne respectent pas les droits humains fondamentaux.

V.1.2. Garantir l'accès légal à l'Union européenne.

Les mesures d'intimidation et militaires visant à décourager les départs ont manifestement échoué, car la migration est souvent le résultat d'un instinct de survie dans une situation d'urgence que ne peut pas arrêter une frontière renforcée. En outre, le recours à des réseaux criminels de trafiquants actuellement à l'œuvre est globalement le résultat des politiques de migration ultra-restrictives. La seule façon d'empêcher les départs par la mer est donc de permettre un accès plus facile à l'Europe par des voies légales. Les décès causés par les moyens de migration actuels pourraient être réduits de façon drastique par l'octroi de masse à une grande échelle des visas humanitaires aux personnes fuyant les zones de conflit ou d'instabilité politique. En ce qui concerne les migrants qui ne sont pas couverts par la Convention de Genève, des moyens accessibles d'atteindre légalement l'UE doivent être mis en place rapidement, en collaboration avec les pays de transit et les pays de départ pour décourager le recours à des réseaux criminels. À plus long terme, une discussion est nécessaire pour introduire progressivement des zones de libre circulation et d'installation entre le pays d'accueil et le pays d'origine, et pour garantir le droit à se déplacer tout en préservant le modèle social du pays d'accueil.

V.1.3. Redonner son sens à l'asile politique

Sauf de rares exceptions, pour les pays occidentaux, l'asile est devenu un instrument de gestion des flux migratoires. Redonner son sens à cette idée ne peut se faire qu'en retrouvant l'esprit de la Convention de Genève et en garantissant que les demandes d'asile sont justement évaluées sur une base individuelle. Cela doit entraîner l'abandon de la liste des « pays d'origine sûrs », dont les ressortissants n'ont presque aucune chance de bénéficier du droit d'asile [8]. D'importantes mesures doivent également être mises en place pour assurer que les réfugiés sont reçus avec dignité, ce qui implique l'existence de centres d'accueil qui peuvent être ouverts en cas d'urgence. Dans le même temps, le Conseil européen doit activer la directive de « protection temporaire » de 2001, encore inutilisée, en vertu de laquelle les réfugiés bénéficient d'une protection sous la seule condition de venir d'un pays où il y a une situation humanitaire grave.

V.1.4. Harmonisation de bas en haut

L'harmonisation des politiques d'asile européennes devrait se faire seulement de bas en haut, qu'il s'agisse des procédures d'accueil, des délais d'attente ou des droits accordés aux demandeurs. La concentration de réfugiés dans les pays de transit d'Europe du Sud exige une

action urgente pour répartir les demandeurs d'asile de façon plus équitable. Le système de quota obligatoire proposé par la Commission et certains chefs d'Etat européens ne correspond pas à la réalité du mouvement migratoire. Il serait préférable de fonder cette répartition sur les préférences individuelles, que ce soit pour des raisons de regroupement familial ou de recherche d'emploi, et d'introduire un mécanisme de solidarité financière européenne pour aider les pays qui reçoivent le plus grand nombre de demandes [9]. L'accord de Dublin II doit être révoqué, afin de « inverser la logique actuelle en permettant aux demandeurs d'asile d'enregistrer leurs demandes d'asile dans le pays de leur choix au sein de l'Union européenne » [10], comme indiqué par le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants.

V.1.5. Une politique migratoire fondée sur le droit

Bien qu'il soit essentiel de préserver la nature spécifique du droit d'asile, il est également important de garantir les droits fondamentaux de tous les migrants, en mettant l'accent sur ceux qui sont en situation irrégulière. À cette fin, la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille pourrait se révéler une bonne base pour une politique de migration alternative. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1990 et ratifiée par 47 Etats, dont aucun pays industrialisé, ce texte qui couvre chaque étape et aspect du voyage de migration tente d'appliquer les droits de l'homme consacrés par le droit international aux questions de la migration. En outre, les pays européens doivent élaborer des critères clairs pour régulariser dès que possible les immigrants qui ne sont pas reconnus comme réfugiés, en vue de mettre fin au vide juridique dans lequel des millions de personnes sont privées de statut juridique, où souvent condamnées à vivre comme une sous-classe (voir section V.3.1).

V.1.6. Contre le concept de l'immigration comme instrument

Un aspect fondamental d'une politique de migration progressiste est de l'empêcher d'être utilisée comme instrument de profit pour les économies des pays d'accueil comme c'est actuellement préconisé par les institutions européennes. Il y a certainement beaucoup à se réjouir de l'attitude des employeurs - qui, inutile de le dire, ont leur propre agenda- dans certains pays, comme l'Allemagne, qui facilitent l'accès au marché du travail. Une telle approche est, cependant, en partie responsable de « l'immigration choisie », qui provoque une fuite des cerveaux préjudiciable aux pays du Sud. Une autre approche serait de faciliter l'entrée et la sortie entre le pays d'accueil et le pays d'origine, de sorte que les connaissances et l'expérience acquises puissent être mises à profit dans le pays d'origine. En ce qui concerne les migrants hautement qualifiés (qui, quand ils émigrent, peuvent causer des préjudices particuliers aux pays les moins avancés), il devrait y avoir des incitations financières, en partenariat avec le pays d'origine, pour les encourager à revenir au pays d'origine confrontés à la pénurie.

V.2. Mesures structurelles

V.2.1. Cesser d'alimenter l'instabilité régionale

Mettre un terme à des situations humanitaires insupportables à la base de l'actuelle vague de réfugiés signifie cesser d'alimenter les conflits partout dans le monde pour des raisons stratégiques ou économiques. Ce n'est pas par hasard que plus de la moitié des demandes

d'asile présentées dans la première moitié de 2015 proviennent de pays où l'instabilité chronique est le résultat direct ou indirect de l'intervention militaire occidentale. Au lieu de faire la guerre à des fins soi-disant humanitaires, l'Union européenne et ses Etats membres doivent utiliser une approche diplomatique qui s'appuie fortement sur le dialogue, la paix et la démocratie. Ils doivent également fournir tout l'appui nécessaire pour relever les défis humanitaires indispensables au renforcement de l'État pour les Etats « défaillants », tout en respectant la souveraineté des pays en question, la volonté de leur population et le droit international.

V.2.2. L'aide au développement du Sud

Le droit fondamental à la circulation doit aller de pair avec le droit de ne pas être contraint de fuir la misère. Cependant, nous aurions tort de voir les politiques d'aide au développement comme des instruments de gestion des flux migratoires. Pas seulement parce qu'elles ne réduisent pas efficacement l'immigration, mais surtout parce que l'émigration peut être une source de développement pour le Sud, par le biais de transferts de fonds privés, dont le total dépasse de loin l'aide des pays occidentaux. Ce doit donc être un objectif en soi, et être radicalement repensé pour encourager le développement indépendant qui ne repose pas sur les intérêts occidentaux, et être conçu pour le bénéfice à long terme des économies et des populations locales, en mettant en œuvre tous les efforts pour essayer d'impliquer ces dernières. Il faut mettre immédiatement fin aux dispositions qui font de la réadmission des migrants expulsés une condition d'obtention de l'aide. Une telle politique n'a évidemment un sens que s'il est également mis un terme aux politiques commerciales prédatrices des pays occidentaux, en particulier en ce qui concerne la pression à la baisse des tarifs et l'exploitation des ressources des pays en développement.

V.3. Intégration des immigrants et réfugiés

V.3.1. Des droits économiques et sociaux égaux

Que ce soit intentionnel ou non, toute mesure qui contribue à la création d'un marché du travail à deux vitesses, un pour les ressortissants et un autre pour les nouveaux arrivants, contribue à accentuer le phénomène de « délocalisation interne » pour le profit. Ces politiques, soit retardent l'autorisation de travailler de réfugiés, donnent la « préférence nationale » [11] dans le cadre du travail soit expulsent des non-ressortissants, sans droit légal de résidence, forcent les immigrants à travailler « au rabais ». Cela tire vers le bas les conditions de vie de tous les salariés. Une approche basée sur l'égalité des droits économiques et sociaux est la seule façon de préserver les modèles sociaux des sociétés d'accueil. Voilà pourquoi il est important de donner aux demandeurs d'asile des permis de travail, avec des droits égaux, dès que leur dossier est ouvert. Afin d'éviter la fragmentation de la classe ouvrière, toutes les mesures possibles doivent être prises pour aider à intégrer les nouveaux arrivants dans les organisations locales de travailleurs, ce qui signifie que les organisations elles-mêmes doivent prendre en considération les besoins spécifiques des nouveaux arrivants.

V.3.2. L'égalité politique

Faciliter l'accès à la citoyenneté pour les immigrants qui le souhaitent est une mesure nécessaire, mais ne suffit pas en elle-même, en particulier pour les réfugiés qui souhaitent retourner dans leur pays à long terme. Reconnaître pleinement l'égalité des droits politiques

en les fondant sur des critères de résidence plutôt que sur la nationalité peut être une voie enrichissante à explorer. La proposition avancée par un certain nombre d'associations pour une citoyenneté européenne fondée sur la résidence, qui donnerait des droits politiques à toute personne en mesure de prouver plusieurs années de présence dans l'UE, pourrait être une réponse à la question de l'égalité des droits. Cela apporterait également un changement dans la façon dont la citoyenneté est considérée, en se basant sur une appartenance collective à un désir commun de « créer une société » plutôt que sur des critères arbitraires de nationalité ou de naissance.

V.3.3. Lutter contre la xénophobie

Les gouvernements doivent assumer leurs responsabilités quand il s'agit de créer des relations harmonieuses entre les nouveaux arrivants et la population locale, et ne pas laisser cela au secteur bénévole. Outre une répression implacable du racisme, en particulier ses manifestations criminelles, ils doivent introduire des mesures pour réduire les tensions sociales et chercher à changer la perception largement négative des immigrés en Europe. Dans le contexte d'une politique d'accueil, cela implique la garantie que les nouveaux arrivants ne sont pas rejetés dans des ghettos urbains - une situation potentiellement explosive. Au-delà des questions humanitaires et morales, il est important de souligner le coût social de la division des travailleurs. À cette fin, les mouvements de gauche politique et les organisations de travailleurs - dans les pays ayant une forte tradition syndicale - semblent particulièrement bien placés pour mettre l'accent sur les intérêts communs unissant les migrants et non-migrants dans la lutte contre le système néolibéral.

Glossaire:

Migrants : personne quittant volontairement son pays d'origine et se déplaçant dans un autre, quelle que soit la raison du départ. La personne devient un immigrant quand il / elle est installé-e dans un autre pays.

Demandeur d'asile : personne demandant à être reconnue comme réfugié en vertu de la Convention de Genève.

Réfugié : « personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou, qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait résidence habituelle, du fait de cette crainte, ne veut y retourner. » (art. 1 de la Convention de Genève).

Migrants « économiques » : catégories de migrants dont les raisons de quitter leur pays ne sont pas fondées sur des formes de persécution couvertes par la Convention de Genève. Cette définition est critique, car un grand nombre de situations derrière les raisons du départ sont un mélange complexe.

Les migrants sans papiers : catégorie de migrants ne possédant pas l'autorisation de rester dans leur pays de résidence.

En savoir plus:

- Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme: ohchr.org
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés: hcr.org
- Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés: unhcr.fr/4b14f4a62.html (FR) et unhcr.org/protect/PROTECTION/3b66c2aa10.pdf (FR)
- Convention internationale de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille: ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CMW.aspx (FR) et www2.ohchr.org/english/bodies/cmw/cmw.htm (FR)
- Réseau Migreurop observatoire qui est critique de la «forteresse Europe»: migreurop.org
- Le fichier des migrants, consortium de journalistes cherchant à quantifier le coût humain et financier de la « forteresse Europe » : themigrantsfiles.com
- Frontexit, campagne pour le respect des droits humains aux frontières extérieures de l'UE : frontexit.org

Remarques

[1] Le plus grand nombre proviennent de Syrie, suivie par l'Afghanistan et l'Érythrée.

[2] Voir le glossaire

[3] Vanderstappen, Céline, « Agenda européen en Matière de migration à la lumière des Droits Humains », juin 2015, cncd.be

[4] Organisation internationale pour les migrations, 1^{er} septembre 2015

[5] themigrantsfiles.com

[6] Dans la théorie des relations internationales, le terme "sécurisation" se réfère au processus par lequel un agent évalue une menace existentielle qui justifie des mesures exceptionnelles.

[7] Kingsley, Patrick, et Traynor, Ian, « le chef des frontières de l'UE, dit que sauver la vie des migrant ne doit pas être la priorité des patrouilles », *The Guardian*, le 22 avril 2015

[8] C'est le cas du Kosovo, deuxième sur la liste du plus grand nombre de demandeurs d'asile (15,9% au 1er septembre 2015) après la Syrie, en raison de sa terrible situation sécuritaire et économique.

[9] Vanderstappen, Céline, loc.

[10] Rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants "Banking on mobility over a generation: follow-up to the regional study on the management of the external borders of the European Union and its impact on the human rights of migrants", 8 mai 2015, A / HRC / 29/36

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G15/092/49/PDF/G1509249.pdf?OpenElement>

[11] A qualification égale, la préférence nationale donne la priorité d'emploi aux autochtones par rapport aux non-natifs.